

TOUT LE MONDE DÉTESTE LA LOI TRAVAIL ET SON GOUVERNEMENT



TOUS EN GRÈVE ET À PARIS!

Dossier

FACE À L'ÉTAT

Pages 6 et 7

ÉDITO

Que d'eau, que d'eau...
Que d'eau?

Page 2

PREMIER PLAN

MigrantEs: un an après

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Israël: à droite toute, et droit
dans le mur!

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec des syndicalistes
de l'automobile

Page 12



édito

Par CATHERINE SEGALA

Que d'eau, que d'eau... Que d'eau?

Décrot de catastrophe naturelle, indemnités accélérées... L'État et les assureurs font un concours d'annonces au lieu de s'interroger sur les causes des récentes inondations. Bien sûr, il y a eu la pluie: en trois jours, du dimanche 29 au mardi 31 mai, la Picardie, le Bassin parisien et le nord de la région Centre ont reçu l'équivalent de deux mois de précipitations. Ces pluies hors du commun reviennent régulièrement: en 1910, on circulait à Paris en barque; en 1982, le zouave du Pont de l'Alma a mouillé sa culotte; et là il a failli se noyer! Néanmoins, comme chacun sait, avec le réchauffement climatique, les épisodes extrêmes se rapprochent et s'amplifient. Ces pluies sont encore occasionnelles, mais pour l'agronome Jacques Caplat, «la bétonisation, l'artificialisation des zones humides, la disparition des haies» aggravent la situation. La disparition des haies qui ralentissent le ruissellement, celle des vers de terre qui en aérant le sol accroissent sa capacité d'absorption, le remplacement des zones boisées par des zones cultivées ou bien pire construites, enlèvent à la nature sa capacité de protection naturelle. La monoculture céréalière a fait disparaître les racines qui «tenaient» la terre, elle-même devenue un simple support à la culture sans aucune valeur organique. Les zones humides qui sont notamment de véritables éponges ont été réduites de plus de 60%. La bétonisation à outrance et l'accroissement des surfaces goudronnées qui imperméabilisent des surfaces considérables, l'urbanisation débridée (et souvent dans des zones inondables!) sans tenir compte de l'évacuation des eaux, ou encore l'artificialisation de cours d'eau, ne font qu'accroître les risques d'inondations incontrôlables. Par ailleurs quand de tels événements dramatiques se produisent, que dire des «pouvoirs publics»? Une ministre de l'Environnement qui déclare qu'«on ne peut pas empêcher la pluie de tomber...», des prestations de pompiers qui seront demain payantes, des municipalités écrasées de charges qui réduisent leur personnel... Les services publics, aujourd'hui laminés, sont pourtant les seuls à pouvoir faire face à ces catastrophes, dont les victimes sont souvent (toujours?) les plus faibles. Il est temps de changer. Ça urge!

BIEN DIT

Aucun Vietcong ne m'a jamais traité de nègre. Je n'ai rien contre eux.

MOHAMED ALI, disparu ce 3 juin, lorsqu'il refusa en 1965 de rejoindre l'armée pour aller combattre au Vietnam.

À la Une

Tout le monde déteste la loi travail et son gouvernement!

La mobilisation contre la loi travail résiste depuis plus de trois mois à une répression sans précédent, au coup de force du 49-3, et aux multiples manœuvres de division...

Sans être nouvelle, la criminalisation des militantEs, syndicalistes et/ou jeunes, devient systématique et particulièrement lourde.

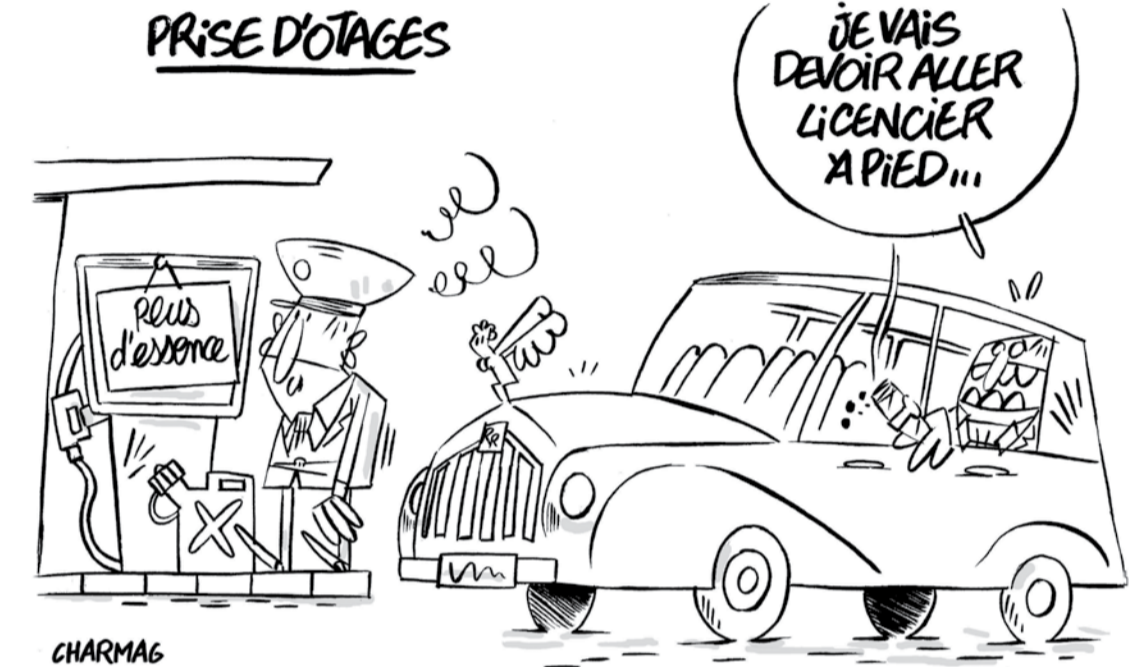
Répression, violence policière et arrogance pour seule réponse

Ainsi à Lille, un jeune militant CGT arrêté le 17 mai est placé en détention préventive jusqu'au 9 juin, date de son procès. Il risque une peine de prison ferme pour un acte qu'il nie avoir commis. Il ne s'agit là que d'un cas parmi de trop nombreux autres. Grâce à l'état d'urgence et aux lois sécuritaires, le gouvernement cherche à intimider ses opposantEs.

Et en matière de violences policières, les derniers jours ont été particulièrement chargés, alors que plusieurs militantEs blessés par la police sont toujours dans un état grave. Ainsi à Rennes, la police a chargé les manifestantEs en camions pour les empêcher de bloquer la rocade. À Saint-Malo, ce sont des enfants d'un quartier populaire qui ont été blessés par la police lors de l'évacuation particulièrement brutale de leur collègue situé dans un quartier populaire, collègue menacé de fermeture.

La violence est aussi dans le mépris et l'arrogance du pouvoir, poussés jusqu'à la provocation avec mercredi 8 juin un meeting de soutien à la loi travail, en présence de Valls, El Khomri, Cambadélis et Le Foll, meeting dans lequel ils osent prétendre qu'ils vont «défendre le progrès social»... Le gouvernement cherche à enrôler à ses côtés jusqu'à la météo. Crues et inondations sont ainsi invoquées pour faire cesser les grèves... par solidarité!

Mais derrière cette assurance affichée par Hollande, Valls ou Macron, des craquements se font entendre. La crise politique est bien réelle, et elle est d'abord le résultat de l'immense rejet de leur politique, de l'impopularité record du PS. Ce rejet vient de loin, de toute la rage accumulée contre des politiques qui appauvrissent les plus pauvres, fragilisent les salariéEs et profitent



encore et encore aux actionnaires, des politiques menées par un personnel toujours plus discrédité, rattrapé par tous les scandales de leurs multiples fraudes et malversations illustrées encore récemment par la triche fiscale de Macron.

Faire feu de tout bois

La conjugaison de l'impopularité du gouvernement et de la popularité du mouvement ouvre la possibilité de gagner. Mais pour arracher le retrait de la loi travail et la chute du gouvernement Valls qui lui a lié son sort en utilisant le 49-3, il faut encore pousser notre avantage, construire le rapport de forces, et pour cela faire feu de tout bois.

Aujourd'hui, ce sont des secteurs qui sentent qu'ils ont un impact immédiat sur l'économie qui sont en grève reconductible: raffineries, rail, ports, énergie... Ces grèves sont décisives: elles reçoivent un très large soutien, elles doivent tenir, s'élargir, gagner d'autres secteurs. Des grèves moins

médiatisées ont aussi lieu dans le privé et peuvent gagner en bénéficiant du climat ambiant et de la peur de la généralisation. Mais il reste d'énormes forces à mobiliser dans les quartiers et dans les entreprises, des salariéEs, intérimaires, précaires, chômeurEs, retraitéEs ou étudiantEs... Dans leur immense majorité, ils et elles refusent la loi travail comme le pas de trop dans les sacrifices infligés au nom de la compétitivité et avec la promesse de la fin du chômage. Dans leur immense majorité, ils et elles ne se sentent pas représentés par ce gouvernement auquel ils et elles n'accordent aucune confiance. Mais c'est la confiance en l'utilité et l'efficacité de notre mobilisation qui manque encore pour s'y lancer maintenant.

Tout est possible!

Alors il faut convaincre, mobiliser, utiliser tous les moyens pour que le rapport de forces s'exprime: la grève évidemment, les blocages et

occupations, être présents partout, y compris avec la votation citoyenne pour interpellier et entraîner dans l'action...

La loi est encore en discussion, les soubresauts parlementaires ne sont pas terminés. Nous avons une opportunité supplémentaire. La puissance de l'aïkido réside dans l'art de retourner contre l'adversaire sa propre force. Faisons de même. Le gouvernement français compte bien utiliser l'Euro 2016 de football qui débute ce vendredi 10 juin comme puissant anesthésiant contre la mobilisation et comme moment de promotion internationale. À nous d'utiliser cette exposition médiatique et financière pour donner plus d'écho au mouvement et amplifier la crise politique.

Nous avons quelques jours pour préparer la manifestation nationale du mardi 14 juin à Paris comme un événement exceptionnel, une démonstration de force qui doit faire date.

Christine Poupin

HISSÈNE HABRÉ

Faire aussi le procès de la Françafrique

L'organisation de droits de l'homme FIDH (Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme) y voit «un verdict historique pour les victimes». Vincent Hiribarren, enseignant au King's College de Londres en histoire africaine, considère que ce procès «fonde enfin une justice universelle». Il est ici question du procès, ouvert en septembre 2015, qui a conduit à la condamnation de l'ex-dictateur tchadien Hissène Habré...

Ce dernier, qui vivait depuis son renversement en 1990 «en exil» au Sénégal, a été condamné à la prison à vie le 30 mai dernier. Ses victimes tant qu'elles sont encore en vie auront maintenant jusqu'au 31 juillet pour déposer des demandes d'indemnisation.

Crimes, disparitions et tortures

Habré a été condamné pour «crimes contre l'humanité», tortures et disparitions forcées, mais aussi pour viols. Des dizaines de milliers de personnes

avaient été arrêtées, maltraitées et souvent tuées par la «Direction de la documentation et de la sécurité» (DDS), le service secret du dictateur, au pouvoir de juin 1982 à décembre 1990. Le verdict a été prononcé par les Chambres africaines extraordinaires (CAE). La Cour pénale internationale (CPI) à La Haye, qui statue actuellement – dans le cadre d'un procès autrement plus problématique – sur Laurent Gbagbo, président de la Côte d'Ivoire renversé en avril 2011 par l'armée française, ne pouvait pas juger

l'ex-dictateur tchadien, car statutairement, la CPI ne peut reconnaître que les crimes commis après l'entrée en vigueur de ses statuts, en 2002. Hissène Habré n'était alors plus au pouvoir... La composition de ces chambres africaines était destinée à parer aux reproches, souvent adressés à la CPI, de représenter une justice partielle car ne jugeant ou recherchant «que des personnalités africaines» (Laurent Gbagbo, le milicien congolais Jean-Pierre Bemba, le dictateur soudanais

Omar el-Béhir...). Il est vrai que la CPI n'a encore jugé aucun dirigeant occidental. Il est tout aussi vrai que des régimes africains instrumentalisent de telles critiques pour tenter de se dédouaner, à peu de frais, de leurs crimes pourtant bien réels.

Premières plaintes en 1999...

Toutefois, les CAE avaient été créées sous la pression d'un pays européen, en l'occurrence la Belgique. Ce pays, qui connaît le principe de «justice universelle» en matière de violations

Un monde à changer

SYNDICALISME: COMBIEN DE DIVISIONS? Pour discréditer la lutte contre la loi travail, le patronat, la droite et le gouvernement de «gauche», ont lancé une campagne contre les syndicats. Une minorité archaïque de gens soit complètement obtus, soit attachés à leurs privilèges... À l'exception naturellement de la CFDT, avec son secrétaire général si poli et télégraphique. Certes, le syndicalisme français est en petite forme: 30% de syndiquéEs parmi les salariéEs en 1949, 20% dans les années 1970, et 11% en 2013 (d'après les chiffres publiés par le ministère du Travail). Cela fait environ 2600000 salariéEs syndiqués, une minorité certes... mais beaucoup plus nombreuse que les adhérentEs de tous les partis politiques réunis. D'ailleurs, la seule CGT a au moins autant d'adhérentEs que tous ces partis. Enfin, aux élections professionnelles, avec près de 65% pour la dernière élection dans le privé, la participation (et donc les votes pour les syndicats) est plus importante que celle constatée à diverses élections politiques.

La comparaison souvent faite avec les pays étrangers est pour partie fallacieuse: certains des pays où les syndicats ont les plus forts bastions sont ceux où le bénéfice de certains droits sociaux dépend de l'appartenance syndicale (comme le bénéfice des allocations chômage en Belgique et en Suède).

Il n'est pas question de nier les insuffisances du syndicalisme. Ainsi la faible implantation chez les jeunes (seuls 4% des salariéEs de moins de 30 ans sont syndiqués), qui ne renvoie pas seulement au fait qu'ils sont souvent sur les emplois plus précaires. Il en est de même de la syndicalisation des femmes. Sachant aussi que près d'un salariéEs sur deux affirment ne pas se syndiquer par crainte des représailles... Ce n'est pas aux patrons et à leurs laquais, Hollande-Valls-Macron, de donner des leçons. Les évolutions nécessaires devraient aller à l'encontre de ce que souhaitent ces derniers, des syndicats domestiqués, intégrés à l'appareil d'État et toujours prêts à négocier le poids des chaînes plutôt que d'essayer de les briser...

En un an, il y a eu près d'une trentaine d'évacuations. Cette fois, les migrantEs ont été envoyés dans des gymnases de la lointaine banlieue. Dans des gymnases! Même plus des centres d'hébergement ou des hôtels. Pour combien de temps? Le temps de l'Euro de foot? Pour éviter l'image de la misère dans les rues de Paris? Ou conjurer, quelques semaines, celle de la révolte? Une assignation à résidence.

Paris est en guerre. Anne Hidalgo a annoncé la création de camps de réfugiés aux portes de Paris. Peut-être avant la fin de l'été. Peut-être avec quelques centaines de places. Pas difficile de savoir que ce sera trop peu. Trop peu quand un campement comme celui d'Éole est passé d'une quarantaine de migrantEs à 1500 en trois semaines. Alors qu'il y a plus de logements vides que de sans-abris.

Et surtout que ça ne règlera rien. Parce que vivre dans un camp sans perspective, ce n'est pas vivre. Et l'hostilité du gouvernement fait froid dans le dos pour les milliers de migrantEs actuellement dans des centres saturés: que vont-ils devenir, que vont-elles devenir alors que la majorité va être déboutée du droit d'asile? Le fait que le pouvoir se soit mis à taper plus fort sur les sans-papiers est un message. La police a fait deux descentes dans des foyers il y a deux semaines pour rafler les sans-papiers. Tandis que l'Europe ne raisonne que frontières, flics et hotspots...

MIGRANT-ES Un an après

Un an après, un campement de migrantEs s'était à nouveau installé le long des jardins d'Éole près du métro Stalingrad à Paris. Comme l'été dernier... Un an après, ce campement a de nouveau été évacué après trois semaines. Ils et elles étaient plus de 1500. Dans des conditions terribles.



Entre urgence et réponses de fond Il y a un an, j'avais écrit un texte qui s'appelait «*La rage... avec l'espoir qu'elle fera des vagues*». Oui cette rage a fait des vagues. Les campements se sont multipliés pendant des mois, avec des manifestations et des actions. Cela a permis une dignité retrouvée quand des migrantEs se mettaient debout pour réclamer leurs droits, y compris face aux matraques des flics. Ces vagues n'ont pas été pour rien dans celle qui s'est levée avec le mouvement actuel, avec Nuit debout. Mais rien n'a vraiment changé. Parce

que la seule solution, l'accueil des migrantEs, qui serait un véritable renversement de la logique du pouvoir, n'a pas avancé d'un pouce. Du coup, le mouvement de solidarité est toujours confronté à un dilemme réel qui le déchire entre urgence et réponses de fond, devenu opposition entre humanitaire et politique. Une anecdote l'a illustré ce 2 juin. Ce jour-là, des centaines de migrants ont décidé d'occuper la rue devant le campement. C'était un premier geste sans objectif concret. La fierté de ne pas seulement attendre qu'on veuille bien «s'occuper» de leur

situation. Qu'on arrête de les nier. Arrêter de n'être que victimes, objets de charité. Quand les camions de bouffe sont arrivés, au lieu de faire la queue, ils ont scandé «*No food, no food!*» («*Pas de nourriture, pas de nourriture*») et ils les ont repoussés. Certains soutiens se sont énervés, disant que c'était irresponsable. Enfermés par l'urgence dans un paternalisme sans rivage, sans comprendre que quand tu n'as rien, ta seule arme pour lutter c'est ton corps même, la seule chose qui te reste, le seul espace de décision. Demain on verra, on regrettera peut-être, mais aujourd'hui, on s'est redonné le pouvoir de décider. Contre l'urgence de la survie elle-même.

Un an après, notre rage est toujours de défaite. Mais, paradoxalement, ces moments de riposte désespérée sont ferments d'espoir. Des milliers de migrantEs aiguissent ici leur colère. Et apprennent de nos impuissances que nous ne sommes rien sans eux et sans elles. C'est aussi à nous de l'apprendre parce que notre rapport d'égalité, à construire, dans une lutte commune contre le pouvoir, sera le véritable pont pour faire tomber les frontières.

Denis Godard

des droits de l'homme (de tels crimes pouvant être poursuivis y compris sans lien territorial avec la Belgique) avait cherché à juger Hissène Habré dans les années 2000 suite à des plaintes déposées à partir de 1999. Or, le Sénégal n'avait pas pu, ou pas voulu, extraditer Hissène Habré, qui y était «bien au chaud», jouissant de sa fortune (qui est considérable). Pour parer au problème de la non-extradition et sous pression internationale, le Sénégal avait fini par consentir à ce que Habré soit jugé par les CAE. Leur financement (à hauteur de 8,6 millions d'euros) a été assuré pour environ 40% par le Tchad, pays où la dictature d'Hissène Habré avait commis ses crimes (mais dont le régime actuel d'Idriss Déby, au pouvoir depuis le 1^{er} décembre 1990, n'est guère plus recommandable...), pour deux millions d'euros par l'Union européenne, et pour environ un million d'euros par l'Union africaine. Le

reste a été pris en charge par plusieurs pays européens: Benelux, Allemagne et France.

La France et Mitterrand en soutien

Autant le jugement de l'ex-dictateur sanguinaire Habré est positif, autant il est à parier que les critiques – qui évoqueront là encore une «justice occidentale» ou «anti-africaine» – ne se tairont pas. Hissène Habré, qui a longtemps été soutenu par la France lorsqu'il était au pouvoir (avant que le gouvernement français ne lui préfère son successeur Idriss Déby), avait de façon démagogique joué sur le registre «anti-impérialiste» au cours de son procès.

L'organisation Human Rights Watch (HRW) prépare, actuellement, «*un rapport accablant sur le rôle de la France*» (selon le journal *le Monde*), c'est-à-dire sur son soutien initial au régime tchadien sous Hissène



Habré assassin, Mitterrand complice! DR

Habré. En effet, la France du président Mitterrand avait déployé une «aide» militaire au Tchad à partir de 1982, puis était intervenue militairement à partir de 1984 dans ce pays. Il s'agissait alors de contrer la pénétration de troupes libyennes dans le nord du pays. Le caractère sanguinaire du régime au pouvoir à N'Djamena ne lui posait alors visiblement aucun problème.

Aujourd'hui, des troupes françaises sont toujours présentes au Tchad, et le régime d'Idriss Déby – formellement «réélu» en avril 2016 avec, selon les chiffres officiels, plus de 95% des voix – est susceptible d'être jugé à son tour, pour ses crimes et violations des droits de l'homme...

À quand le tour du pouvoir français? **Bertold du Ryan**

Le chiffre 2,4 euros

C'est en moyenne le montant du salaire des ouvriers qui fabriquent une paire de Nike, paire payée 140 euros par le consommateur, soit moins que le marketing et le sponsoring (5,6 euros). Le bénéfice de Nike est de 23,4 euros et la marge du distributeur 58,3 euros.



Agenda

Jeudi 9 juin, réunion publique, Le Havre. Avec Christine Poupin, porte-parole du NPA et militante dans la chimie à Rouen, à 18 h, salle Cassin, rue Anatole-France.

Samedi 11 juin, fête du NPA, Saint-Denis. Débats, musique, projection et repas, à partir de 17 h, à l'école Jules-Guesde, 8 rue du Corbillon.

Lundi 20 juin, café-débat du NPA 95, Saint-Ouen-l'Aumône. «*Quelles résistances au capitalisme?*», à 19 h 30 au café Stella du cinéma Utopia.

Du 24 au 30 juillet, 33^e Rencontres internationales de jeunes révolutionnaires, Canoves (Catalogne). Programme: <https://npa2009.org/evnement/33e-rencontresinternationales-de-jeunes>

Du mardi 23 au vendredi 26 août, 8^e université d'été du NPA, Port-Leucate. À Rives-des-Corbières. Accueil des participantEs le lundi 22 août, à partir de 14 h, départ le samedi 27 août, après le petit-déjeuner.

NO COMMENT

Franchement, (...) c'est une honte pour le pays quand je vois la situation de vraie souffrance sociale dans laquelle se trouvent celles et ceux qui peuvent être dans la précarité.

EMMANUEL MACRON, lundi 6 juin, après avoir essuyé à Montreuil un jet d'œufs de la part de manifestantEs contre la loi travail. Le ministre venait y dévoiler le timbre commémoratif des 80 ans du Front populaire...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

DROIT D'ASILE

À Paris, la préfecture condamnée 135 fois... Et après ?



Dans une manifestation en juin dernier. PHOTO: THÉÂTRE ROUGE / JMB

La nouvelle loi sur l'asile contraint toute personne désirant demander l'asile à se préenregistrer dans une Plateforme d'accueil des demandeurs d'asile (PADA) départementale pour obtenir une convocation en préfecture...

Cette dernière n'accorde aux PADA que des quotas de rendez-vous parcimonieux, conduisant bien des personnes à attendre des journées entières, voire dormir sur place ou rebrousser chemin. Mais toute personne dont la demande n'est pas enregistrée risque à tout moment une arrestation et une expulsion pour irrégularité de séjour. Et les rares personnes qui auront pu faire enregistrer leur demande risqueront de se voir reprocher de l'avoir fait trop tard, car la nouvelle loi dispose aussi que le demandeur d'asile a 120 jours. Sinon sa demande sera traitée de manière accélérée, en d'autres termes bâclée... Dans les deux cas, c'est le demandeur qui porte la responsabilité des dysfonctionnements des plateformes et de la préfecture.

C'est en se basant sur la nouvelle législation qui dispose aussi que le préfet doit enregistrer toute demande d'asile dans un délai de trois jours (ou de dix jours en cas d'« afflux massif » de demandes d'asile) que plusieurs associations¹ ont pris l'initiative d'accompagner des demandeurs d'asile dépendant de la préfecture à Paris, là où la crise est la plus aiguë, afin qu'ils engagent une action devant le tribunal administratif (TA). Plus de 135 requêtes ont ainsi abouti positivement puisque le TA a enjoint à la préfecture d'enregistrer leurs demandes dans un délai de dix jours.

Pénuries et offensives racistes

Cette bataille a été menée à Paris mais le problème reste entier dans bien d'autres départements. Par ailleurs, la préfecture s'est contentée d'accorder des convocations aux 135 requérants mais n'a pris aucune mesure concrète pour améliorer la procédure. La pénurie est criante dans la PADA du 127 boulevard de Belleville qui vit maintenant des problèmes de sécurité pour les demandeurs d'asile et les personnels. Ces derniers ont d'ailleurs pris l'initiative d'une lettre ouverte dénonçant « le manque de volonté politique des autorités » et demandant « d'être entendus par [leur] direction » (l'association France-Terre d'asile - FTDA). FTDA a fini par donner un coup de menton, en fermant provisoirement la PADA, provoquant à nouveau panique et encombrement.

Ces préenregistrements créent un nouvel obstacle en amont de la procédure de la demande d'asile que la nouvelle loi était censée accélérer et créent une période d'attente où les futurs demandeurs, en plus du risque d'arrestation sans papiers, sont privés de tout droit social.

De surcroît, rien n'a été prévu et l'improvisation des autorités permet aux racistes d'aggraver encore la situation des demandeurs d'asile. C'est ainsi qu'au Chesnay (78), la droite ou la droite extrême ont manifesté avec leurs élus (divers droite, LR, Versailles Familles Avenir - VFA, FN...) pour refuser l'implantation d'une PADA, pour des raisons de « sécurité », VFA jugeant « inacceptable » l'accueil « d'une population à fort risque criminel » [sic]. Le futur local de la PADA a été vandalisé. Le préfet s'est dit « sensible aux arguments » [re-sic] soulevés... et a donc décidé de ne pas ouvrir la PADA.

La préfecture de Paris condamnée, c'est une première victoire pour une bataille unitaire... mais qui, on le voit, devrait en appeler d'autres.

Correspondants

1 - Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture, CIMADE, COMEDE, DOM ASILE, G.A.S, Secours catholique, Solidarité Jean-Merlin, Centre Primo-Levi, JRS, GISTI

C'est un enjeu majeur pour l'ensemble du mouvement : le pouvoir est en train d'essayer d'empêcher, par tous les moyens nécessaires, l'amplification et la combativité de la contestation populaire.

Répression tous azimuts

Lors du débat à l'Assemblée nationale sur la prolongation de l'état d'urgence, Bernard Cazeneuve a voulu convaincre l'hémicycle de « sa plus grande fermeté » pour réprimer le mouvement actuel. Il a fait état de chiffres - 1400 arrestations, 885 gardes à vue, 61 condamnations en comparution immédiate - et incité les parlementaires à exercer leur contrôle en récupérant « les télégrammes adressés aux préfets, les ordres d'opération donnés par les préfets aux forces de l'ordre sur la base des consignes qui leur sont adressées » pour preuve de sa ligne politique.

Un premier constat s'impose donc : si le gouvernement a dû faire passer en force le projet de loi El Khomri, la division est bien moins forte au Parlement sur l'utilisation des moyens de répression puisque jusque-là aucun parlementaire n'avait jugé utile de connaître ces consignes. D'ailleurs, ce débat a tourné à la surenchère répressive, au point que lorsque la conformité avec les règles de droit sont évoquées, pour signifier que la justice défait parfois ce que le ministère de l'Intérieur fait, un député de droite s'autorise à répliquer : « Commencez par agir, vous vous interrogez sur la conformité ensuite ! »

Les chiffres donnés par Cazeneuve masquent une réalité plus grave encore : combien de blessés dans nos manifestations à cause des gazages et matraquages systématiques, des tirs de flash-ball et grenades de désencerclement ? Combien d'humiliations et menaces dans les commissariats ? Combien de sanctions disciplinaires ? Combien de contrôles judiciaires ou de peines de prison fermes ? Combien de chefs d'inculpation de plus en plus ahurissants (association de

Solidarité inconditionnelle face à la répression

Il n'existe pas à l'heure actuelle de recensement exhaustif de l'ampleur de la répression qui s'abat sur le mouvement contre la loi travail et son monde. Il permettrait pourtant de révéler une réalité qui touche l'ensemble des grèves, manifestations, blocages et actions.

malfaiteur, tentative d'homicide), au mépris de toute analyse objective des faits ?

La politique du plus grand nombre

Puisque le mouvement ne s'essouffle pas, que les manifestations se poursuivent et les grèves se développent, puisque « la minorité agissante » a le soutien de la majorité de la population, que les « casseurs », les « preneurs d'otages » et les « terroristes » qui composent notre mouvement ont acquis plus de légitimité que le pouvoir ne peut s'en prévaloir, toutes les manifestantEs deviennent une cible potentielle, et les moyens répressifs s'intensifient. Le signal est donné : la répression peut s'exercer, sans limite.

Nous assistons donc depuis quelques temps à un déchaînement policier insupportable, qui plus est souvent complètement arbitraire. Le jeudi 26 mai à Paris, une grenade de désencerclement est balancée par un policier au mépris de toutes les conséquences. Ce n'est pas la première fois, mais ce jour-là, Romain Dussaux, un jeune de 28 ans qui filmait la manifestation, devra être mis en coma artificiel suite à la gravité de sa blessure à la tête. Le jeudi 2 juin à Saint-Malo, le rectorat envoie la police devant un établissement scolaire en guise de réponse à un rassemblement de parents, d'enseignantEs et de collégiens protestant contre sa fermeture : 11 enfants, de 11 à 14 ans, sont blessés, dont 3 devront



être emmenés à l'hôpital. Le même jour à Rennes, des policiers à bord de leurs véhicules foncent sur une foule de manifestantEs.

Même les journalistes sont menacés quand ils filment ou photographient les agissements de la police, au point que Reporters sans frontières a récemment dénoncé les violences policières qui se multiplient à leur encontre. Aucune condamnation, aucune réserve ne sera prononcée par un pouvoir qui entend garder le contrôle de la situation. Les

MOUVEMENT

syndicats de policiers sont confortés dans leur soutien systématique à leurs collègues.

Faire front

Si la répression s'intensifie, c'est d'abord et avant tout parce que le mouvement est fort de sa légitimité et de sa combativité, qui repose entre autres choses sur la conviction à développer sans cesse qu'il ne faut pas trier entre « bons » et « mauvais » manifestantEs, quels que soient nos modes d'actions respectifs.

Cette solidarité face à la répression se développe de plusieurs façons : faire front dans les cortèges, empêcher les arrestations, informer les manifestantEs sur le système répressif, organiser des rassemblements devant les commissariats et les tribunaux, ouvrir des caisses de solidarité. La répression traumatise les esprits, marque les chairs, emprisonne les femmes et les hommes, atomise les individus. Tout ce à quoi le combat commun contre la loi travail et son monde entend mettre un terme, nous devons le prendre en charge collectivement.

Vanina Giudicelli

PCF ET MÉLENCHON

2017, c'est parti... chacun de son côté ?

Alors que le 37^e congrès du Parti communiste s'achevait ce dimanche 6 juin par l'adoption de la feuille de route pour 2017, Mélenchon tenait de son côté sur une place du 19^e arrondissement parisien son propre rassemblement de la « France insoumise » qui lançait officiellement la campagne présidentielle.

Est-ce un hasard ou un pied de nez ? Cinq ans après son premier lancement de campagne présidentielle, Mélenchon a choisi de lancer sa campagne 2017 au même endroit, place Stalingrad... mais sans le Front de gauche ! Au même moment ou quasiment, Pierre Laurent, concluait son congrès, fustigeant dans son discours « l'aventure personnelle » et jugeant « extrêmement dangereuse » pour la suite, la stratégie de celui qui part « seul dans son couloir en surfant sur la crise »...

Du programme et de son candidat...

De cela, Mélenchon n'en a cure : il indique que « ce n'est pas le temps des programmes minimums et des plateformes convenues », critiquant ainsi la feuille de route pour 2017 adoptée par le congrès du PCF. Celui-ci appelle « dans la durée, à un Front populaire et citoyen de lutte et de construction » qui serait « à la fois fait de mobilisations sociales, de constructions citoyennes et d'alliances avec des courants transformateurs



Dimanche 5 juin, Mélenchon est parti... sans le parti ? DR

et réformistes prêts à agir avec nous pour un projet de transformation sociale ». Concrètement, si on peut parler ainsi, les communistes lancent une consultation citoyenne intitulée « Que demande le peuple ? »

Au bout du bout, « les forces engagées auraient la responsabilité de désigner un candidat commun. Si plusieurs candidats se présentaient, une primaire

citoyenne ou tout autre moyen de désignation serait enclenché, le PCF étant alors prêt à engager un candidat ». Privilégiant ainsi un prétendu « rassemblement » : « On veut aller des frondeurs au NPA, explique Marie-Pierre Vieu. Il ne s'agit pas que d'une alliance de partis mais d'un vrai pacte où les gens puissent se reconnaître. Il faut travailler avec les frondeurs ».

Mais pour Mélenchon, le plus urgent « dans une présidentielle » est de « régler le plus simple et trouver un candidat »... Lui-même !

Et à la fin c'est Mélenchon qui gagne ?

Face à la stratégie du PCF, stratégie qui n'a d'autre sens que de refuser de rompre définitivement avec le PS, de nombreuses voix s'élèvent. Ainsi, sans attendre, Francis Pamy a fait le choix de la « France insoumise » et indique : « Quand on a un bon candidat qui porte un bon projet, on le désigne sans attendre. Pierre Laurent veut un compromis avec les réformistes et cette stratégie illusoire mène le PCF dans le mur. » C'est le cas également de Bruno Bonin, secrétaire fédéral du Parti communiste dans les Deux-Sèvres qui pense que « de toute façon, à la fin ce sera Mélenchon »... Sur fond de rejet profond du gouvernement, le mouvement pour le retrait de la loi travail mérite mieux que des tractations et psychodrames en vue de 2017. Nous ne pensons pas qu'un homme providentiel, pas plus qu'un mecano par en haut entre différentes forces ou courants politiques plus ou moins opposés à la majorité actuelle, fassent partie de la solution, mais plutôt du problème...

Sandra Demarcq

ISRAËL

À droite toute, et droit dans le mur!

C'est vrai que le chef du parti «Israël» est notre demeure sent le soufre : il avait menacé de détruire le barrage d'Assouan ; dans son programme électoral, il exigeait des citoyens palestiniens d'Israël une déclaration de loyauté à Israël comme «État juif et démocratique» pour pouvoir garder le droit de vote, il appelle à détruire le Hamas, à ré-envahir la Bande de Gaza et à y rester indéfiniment. En outre, à de nombreuses reprises, Lieberman a déclaré que l'image démocratique d'Israël ne devait plus être un facteur dans les choix politiques et sociétaux.

Épurer l'armée?

Raciste décomplexé, homme d'affaires lié selon de nombreux journalistes à la mafia russe, mêlé à de sombres histoires de corruption que jusqu'à présent le parquet n'arrive pas à établir juridiquement, entre autres à cause de disparitions mystérieuses des témoins clés... Lieberman est aussi mégalomane : il veut mettre de l'ordre dans l'armée, et n'a pas caché sa volonté d'épurer l'état-major des officiers gauchistes [sic] qui l'infestent.

Or, c'est bien là que le nouveau ministre de la Défense risque de se casser les dents : l'armée est le lobby le plus puissant d'Israël, et fera tout pour défendre à la fois ses intérêts de caste, et sa conception de «l'intérêt national». Il est d'ailleurs important de comprendre qu'en Israël, c'est l'appareil sécuritaire qui, historiquement, a modéré les velléités guerrières des politiciens d'extrême droite, et empêche des aventures suicidaires,

C'est l'émoi général, en Israël et au-delà : Avigdor Lieberman est nommé ministre de la Défense par Benjamin Netanyahu. «Hallucinant», déclare le député de droite Beni Begin. «On quitte le pays», menacent les bobos de Tel Aviv. Et Roni Daniel, le très réactionnaire correspondant de la deuxième chaîne pour les questions militaires, que l'on surnomme «le porte-parole officiel de l'armée», de déclarer, les larmes aux yeux, qu'«il n'est pas certain de vouloir voir ses enfants continuer à vivre dans ce pays»...



Lieberman-Netanyahu un pas de plus... DR

comme l'attaque de l'Iran qui était jusque très récemment l'obsession du Premier ministre en place. Si Lieberman veut épurer l'armée, oui, il risque bien de s'y casser les dents.

Pas de négociation

Pourtant, c'est bien lui que Netanyahu a choisi pour élargir sa majorité parlementaire, plutôt que Yitzhak Herzog du Parti travailliste, qui pourtant a honteusement

rampé vers Netanyahu et était prêt à vendre sa chemise pour rejoindre le gouvernement d'extrême droite.

Ce choix de la part du chef du Likoud est à la fois politique et politicard. Politicard, car il neutralise ainsi un concurrent potentiel à la tête de la droite. Politique, car il reflète l'orientation du gouvernement : encore plus à droite et un refus net de négocier quoi que ce soit avec les Palestiniens.

Le discours de Bar Ilan sur la solution de deux États, du vent ! La réponse au président égyptien Sissi selon laquelle Israël envisagerait de discuter le plan de paix de la Ligue arabe si celui-ci était amendé, du vent ! La nomination de Lieberman est aussi la réponse du gouvernement israélien à l'initiative française d'une conférence internationale sur la paix en Palestine-Israël : niet!

De Jérusalem, Michel Warschawski

OTAN Le risque d'escalade

L'Otan a lancé ses exercices navals Baltops 2016 impliquant les bombardiers stratégiques américains B-52, 50 navires, 60 avions, hélicoptères et drones, ainsi que 4 500 militaires en provenance de 18 pays membres de l'Otan...

Ces exercices se déroulent du 3 au 18 juin dans la partie sud de la mer Baltique près des côtes de la Suède, du Danemark et de la Pologne.

La menace russe?

Au même moment, à l'occasion de sa visite à Paris pour rencontrer Hollande au sujet du prochain sommet de l'Otan, qui se déroulera à Varsovie les 8 et 9 juillet, Jens Stoltenberg, son secrétaire général, n'a pas caché ses objectifs : «Ce sommet sera l'un des plus importants de l'Alliance en raison des modifications constantes de notre environnement sécuritaire. Nous devons répondre à une Russie plus agressive, à l'est, et à une instabilité nouvelle, au sud. Nous sommes en train de définir les deux piliers de notre action : comment dissuader – c'est la défense collective – et comment projeter de la stabilité dans notre voisinage. [...] Notre plan de réactivité des forces et le renforcement de notre présence militaire à l'est – qui sera décidé à Varsovie – sont des réponses à la Russie, qui se montre plus agressive,



L'assemblée des apprentis-sorciers de la guerre. DR

a violé la loi internationale et a annexé illégalement la Crimée. [...] Cela s'ajoutera à la mise en œuvre de notre nouvelle Force de réaction rapide, qui a été triplée pour atteindre 40 000 hommes, de notre nouvelle capacité de réaction – déployable en quarante-huit heures –, du positionnement d'équipements, de moyens supplémentaires de surveillance et de renseignement,

ainsi qu'à l'installation de huit petits quartiers généraux à l'est. Tout cela représentera la plus grande adaptation de l'Otan depuis la fin de la guerre froide.»

«La plus grande adaptation»? Cela signifie le plus grand redéploiement militaire pour faire de l'Otan le bras armé des USA et de leurs alliés occidentaux pour maintenir leur domination sur le monde.

Offensive militariste

Quelques jours plus tôt, le 30 mai, la déclaration issue de l'assemblée parlementaire de l'Alliance atlantique qui réunit 250 parlementaires des 28 pays membres, avait appelé à se tenir prêts à répondre à la «menace potentielle» de la Russie contre l'un d'entre eux. «Le défi en provenance de la Russie est réel et sérieux», a déclaré son président, l'américain Michael Turner.

La Russie dénonce cette offensive, avec en particulier en Roumanie et en Pologne le déploiement d'éléments du bouclier antimissile américain, considéré comme une menace pour sa sécurité. Il ne s'agit pas là, comme on l'entend souvent dire, d'un retour à la guerre froide, à l'époque où les USA et la bureaucratie stalinienne se faisaient, à travers leurs rivalités, les garants de l'ordre mondial. Le redéploiement de l'Otan face à la «menace russe» est partie intégrante d'une offensive militariste des USA face non seulement à la Russie mais aussi face à un monde instable où leur domination est de plus en plus contestée et les tensions exacerbées par la concurrence entre les grandes puissances. Une offensive qui engendre des risques d'escalade militaire dangereuse, comme l'a montré le conflit en Ukraine. Le capitalisme porte en lui la guerre...

Yvan Lemaitre



Le monde en bref

USA Trump mis KO par Mohamed Ali.

La mort de Mohamed Ali dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 juin, a suscité aux États-Unis et dans le monde entier beaucoup d'émotion. Le champion était aussi un grand lutteur pour les droits civiques en faveur des Noirs, contre le racisme institutionnalisé aux USA, dénonçant aussi leurs guerres contre les peuples comme celle du Vietnam où il refusa d'aller combattre. Condamné pour cela à de la prison et déchu de son titre mondial, Mohammed Ali n'avait pas renoncé à ce combat.

Emporté par sa démagogie sans retenue, Trump le raciste n'a pu s'empêcher d'afficher son cynisme en lui rendant un étrange et surprenant hommage : «un véritable grand champion et un homme fantastique qui manquera à tous» ! Il y a peu, le même Donald Trump ironisait à propos d'une allocution d'Obama : «Obama a dit dans son discours que des musulmans figuraient parmi nos héros sportifs. De quels sports parle-t-il? Et de qui?». Mohamed Ali avait alors décroché un direct à Trump dénonçant dans un communiqué le «candidat présidentiel qui propose d'interdire l'immigration des musulmans aux États-Unis». Oui, racisme, démagogie et cynisme ne font qu'un.

MigrantEs Une insupportable hécatombe.

Depuis 2014, plus de 10 000 migrantEs ont perdu la vie en Méditerranée en tentant de rejoindre l'Europe : tels sont les sinistres statistiques délivrées ce mardi 7 juin à Genève par un porte-parole du Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés. En 2014, il y a eu 3 500 mortEs, l'an dernier 3 771, auxquels s'ajoutent 2 814 décès depuis le début de cette année. Depuis 2014, le chiffre des morts en mer Méditerranée ne cesse d'augmenter, indique le décompte macabre. Selon une autre organisation internationale, l'OIM (Organisation internationale pour les migrations), qui ne dépend pas de l'ONU, depuis le début de l'année 2016, il y a eu 2 809 mortEs en Méditerranée, à comparer avec les 1 838 mortEs du 1^{er} semestre 2015. «Le nombre de décès en Méditerranée en 2016 dépasse de presque 1 000 personnes le bilan du premier semestre 2015, alors qu'il reste encore trois semaines avant la fin du premier semestre 2016», indique l'OIM. L'organisation donne également des précisions sur le naufrage la semaine dernière d'un bateau de migrantEs au large des côtes de la Crète. D'après des témoignages, 648 à 650 personnes étaient à bord du bateau, et 320 manquent à l'appel... Ces chiffres sont un terrible acte d'accusation contre la politique des États européens. Ils sont non seulement coupables de non-assistance à personne en danger mais directement responsables de la situation qui contraint des centaines de milliers de femmes, d'hommes, d'enfants à risquer leur vie pour fuir la misère et la guerre. L'ouverture des frontières est une mesure d'urgence pour mettre un terme à cette insupportable hécatombe.

Grande-Bretagne Le message de Ken Loach aux travailleurs français en grève.

Comme Jeremy Corbyn, Ken Loach a envoyé un message de solidarité aux travailleurs en grève qui bloquent la raffinerie au Havre. Nous reproduisons ci-dessous le message de ce dernier. «Enfin, des travailleurs se battent contre les attaques qui visent la sécurité de leur emploi, leurs salaires et leurs conditions de travail. En Grande-Bretagne, nous avons une longue expérience des hommes politiques qui se disent socialistes et qui pourtant agissent comme des serviteurs des grandes entreprises. Ils veulent une force de travail docile qui peut être embauchée et licenciée à tout moment. Voilà ce que le capitalisme a toujours exigé. À travers votre lutte, nous voyons qu'une autre Europe est possible, basée sur le soutien mutuel et la coopération, où toutes et tous peuvent travailler avec dignité et être correctement récompensés pour leur travail. Solidarité avec les travailleurs français!»



Le mouvement contre la loi travail est directement confronté aux hommes en costume qui dirigent l'État et à des escadrons harnachés et munis d'armes qui blessent et peuvent tuer. Rien de nouveau sous le soleil pourrait-on se dire en songeant aux luttes du passé...

Pourtant, si, hier comme aujourd'hui, l'État est un instrument de la classe dominante, il évolue : l'État néolibéral n'est pas exactement celui du capitalisme des « Trente glorieuses », de 1945 aux débuts des années 1970.

Sans prétendre refléter tous les points de vue, ce dossier vise à fournir quelques éléments d'analyse et des pistes pour la réflexion stratégique des anticapitalistes et révolutionnaires.

Henri Wilno

L'ÉTAT NÉOLIBÉRAL

Le milieu des années 1980 a marqué une nouvelle étape dans l'histoire de l'État capitaliste, au moins en France et dans l'ensemble de l'Europe de l'Ouest.

On dit couramment que l'État est l'instrument de la classe dominante. C'est globalement exact mais, dès 1848, Marx avait mis l'accent sur le fait que la bourgeoisie française avait diverses composantes, unies contre le prolétariat, mais aux intérêts différents, voire partiellement contradictoires. Et, par ailleurs, pour gouverner, la bourgeoisie avait besoin de se concilier la couche sociale qui constituait la majorité de la population : la paysannerie.

État et classe dominante

Depuis, si les acteurs ont changé, les coordonnées fondamentales restent les mêmes : l'État bourgeois reflète et arbitre les conflits entre les différentes fractions de la classe dominante et gère la société dans son ensemble, ce qui l'amène à tenir compte des rapports de forces avec ceux d'en bas.

Dans l'État néolibéral, la force motrice est la fraction internationalisée de la grande bourgeoisie : si sa composante financière est souvent mise en exergue, en fait celle-ci est organiquement liée à sa composante industrielle et commerciale.

Comme le soulignent Pierre Dardot et Christian Laval (voir interview ci-contre), le néolibéralisme n'est pas un ultralibéralisme qui voudrait réduire l'État à sa plus simple expression. Le néolibéralisme met au contraire l'État au service de son projet social et économique. Dans le contexte de crise économique, il s'agit avant tout de rehausser le taux de profit en mettant en concurrence, par un chantage permanent à l'emploi, les différents prolétariats nationaux. Le paiement de la dette publique est sanctifié et utilisé comme justificatif permanent de l'austérité. L'offensive contre les droits sociaux est noyée dans un discours sur les archaïsmes et le libre choix des individus. Les médias dominants pilonnent les grévistes. Tout est fait pour opposer les différentes catégories populaires et persuader chacun que son voisin est un privilégié ou un profiteur.

Une base sociale restreinte

Malgré cela, la base sociale du néolibéralisme est assez restreinte, notamment en Europe tandis que montent frustrations et mécontentements (souvent récupérés par l'extrême droite). Non

seulement, les travailleurs mais diverses couches de la petite et moyenne bourgeoisie redoutent certains des effets des politiques mises en œuvre. Pour les classes dirigeantes, il est donc essentiel de sortir des choix politiques décisifs de la délibération démocratique. La gestion de la monnaie et du système bancaire est donc confiée à des banques centrales indépendantes ; dans la zone euro, la gestion est supranationale (la Banque centrale européenne). Dans l'Union européenne, le respect des règles de la concurrence, les politiques d'austérité et les contre-réformes sociales sont surveillés par la Commission, la Cour de justice et le Conseil européen qui considèrent les résultats des élections nationales comme des clapotis sans grande importance. Dans l'État néolibéral, il n'y a plus de marge pour les politiques social-démocrates d'aménagement à la marge du système. Et si d'aventure, il vient aux peuples, frustrés dans leurs votes, l'envie de protester directement, ils se heurtent à des appareils sécuritaires et policiers renforcés.

Henri Wilno

LES FONCTIONS SOCIALES DANS LE COLLIMATEUR

Le patronat, le gouvernement, les institutions européennes et mondiales sont vent de les aspects de ce qu'on avait improprement appelé « l'État providence ». C'est une affaire, il ne s'agit pas de cadeaux octroyés par un pouvoir bienfaisant, les acquis sociaux ins du 20^e siècle étant le fruit de luttes sociales considérables.

De la fin du 19^e siècle à la Libération, lorsque le patronat discrédité par la collaboration avec les nazis doit faire la part du feu face aux aspirations populaires, se sont mis en place le droit du travail, la Sécurité sociale et un programme de nationalisations. Quelques conquêtes supplémentaires interviendront jusqu'au début des années 1980. À partir du milieu des années 1980, un tournant se produit : quelle que soit la couleur du gouvernement, une offensive résolue est lancée contre les acquis.

Le tournant du milieu des années 1980

La Sécurité sociale de 1945 s'étend à de plus en plus d'actifs jusqu'en 1978. Les premières diminutions de remboursement avaient commencé avant, dans les années 1960. Elles vont s'accélérer à partir de 1986. Les malades paient de plus en plus pour se soigner, tant chez eux qu'à l'hôpital avec l'augmentation du forfait hospitalier. Mais, malgré les restrictions de moyens, la privatisation de parties de plus en plus importantes, l'assurance



En 2009, lors de la campagne pour la défense du service public postal. PHOTOTHÈQUE ROUGE / BABAR

maladie et l'hôpital public sont encore debout.

Les multiples attaques contre les retraites de ces 20 dernières années ont détruit le système instauré en 1982 : retraite à 60 ans pour 37,5 années de cotisation. Commencée en 1993 pour le privé, en 2003 pour les fonctionnaires, 2007 pour les régimes spéciaux, la destruction s'accroît encore en 2010 : la retraite est de plus en plus tardive, avec des pensions de plus en plus réduites. Mais si le

régime par répartition est mal en point, la retraite par capitalisation ne l'a pas fait disparaître.

Les lois du travail sont en régression depuis le milieu des années 1980, avec un détricotage patient du principe de faveur pour le temps de travail, pour arriver à l'inversion de principe prévue dans le projet de loi travail. Le travail temporaire légalisé en 1972, comme les CDD en 1979, comme l'extension du travail à temps partiel, ont développé la précarité, notamment

« À BAS L'ÉTAT POLICIER ! »

La répression du mouvement social depuis deux mois, les brutalités policières systématiques, les manifestations, les comparutions immédiates et leurs lots de mises en examen, et ne doivent rien au hasard ni à des dérapages des corps de répression...

Auxiliaires indispensables à l'exercice du pouvoir, l'appareil répressif de l'État – constitué de la police, la justice et l'administration pénitentiaire, et l'armée – ont toujours été les ennemis de la classe ouvrière et des révolutionnaires.

« En dernière instance, l'État est une bande d'hommes armés »

Cette définition lapidaire d'Engels reste d'actualité, même si le capitalisme en un siècle et demi a considérablement amélioré et organisé son système d'aliénation idéologique lui permettant de n'être pas systématiquement obligé de recourir à la force pour assurer l'ordre. Mais lorsque le cirque électoral ou les grandes messes sportives mondialement médiatisées ne permettent plus d'assurer l'ordre social, c'est-à-dire l'exploitation capitaliste, les gérants du pouvoir, de « gauche » comme de droite, peuvent en toutes circonstances compter sur l'appareil répressif de l'État. La meilleure illustration nous en est encore donnée cette semaine par François Hollande qui menace presque ouvertement les grévistes des transports s'ils venaient troubler l'Euro de football.

Ainsi, l'État ne manque jamais une occasion pour renforcer son appareil répressif. Après les attentats de Charlie hebdo et du Bataclan, les corps répressifs, à grand renforts publicitaires, ont organisé des campagnes de recrutement dans



Le 12 décembre, en fin de COP21, un climat très policier... PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

la police, la gendarmerie, l'armée de terre et l'armée de l'air. Profitant du chômage et de l'incertitude professionnelle de nombreux jeunes, ces campagnes semblent avoir connu un réel succès.

Pourtant, confronté à la violence exercée par l'appareil répressif de l'État, le mouvement social a su en quelques jours désigner son ennemi, rompre avec la peur de la répression, organiser l'auto-défense de ses manifestations, et rompre massivement avec le légalisme en bloquant des raffineries, en occupant des places... Le chemin reste encore long pour que ce mouvement permette de poser à une échelle de masse la

question centrale de la nécessité de casser l'appareil répressif.

Les réformistes, leurs illusions... et leur répression !

Fidèles gestionnaires de l'État bourgeois lorsqu'ils sont au pouvoir, les réformistes endossent sans état d'âme les habits de père fouettard des pires despotes de droite, n'hésitant pas à mettre en place des lois liberticides (telle aujourd'hui l'application à répétition de l'état d'urgence ou la loi Urvoas) et organiser la répression la plus féroce.

Jules Moch, ministre socialiste de l'Intérieur, envoya en novembre 1948 60 000 CRS contre 15 000

« C'EST UNE PROFONDE ERREUR D'ANALYSE QUE DE CONFONDRE NÉOLIBÉRALISME ET ULTRALIBÉRALISME »

Entretien. Dans plusieurs ouvrages parus depuis la fin des années 2000, **Pierre Dardot** et **Christian Laval** explorent les ressorts du néolibéralisme, l'œuvre de Marx, ainsi que les jalons d'une stratégie de dépassement du capitalisme. Dans leur dernier livre *Ce cauchemar qui n'en finit pas*, ils fournissent une analyse des différentes facettes et conséquences désastreuses du néolibéralisme, et explorent les ressorts de la nécessaire contre-offensive. Nous les avons rencontrés.

Vous écrivez que le projet néolibéral est foncièrement antidémocratique, même si les gouvernants sont élus. Pouvez-vous préciser ce point ?

La vieille question « qui gouverne ? », que se pose la science politique, se repose de façon aiguë aujourd'hui. Remarquons que les « gouvernants » ne sont pas élus mais nommés. Seuls les « représentants » le sont, ainsi que le chef de l'État dans un régime présidentiel. C'est le néolibéralisme qui réduit la démocratie à une procédure de désignation des dirigeants.

Dans quelle mesure les gouvernants gouvernement-ils et dans quelle mesure sont-ils eux-mêmes gouvernés ? Voilà la vraie question. Le projet néolibéral y a répondu de façon très claire : le gouvernement n'a pas à satisfaire les aspirations et les demandes du peuple, toujours potentiellement totalitaires. Il est d'abord et avant tout l'organe qui doit mettre en œuvre les principes constitutionnels du droit privé, ceux de la libre concurrence et de la propriété privée.

On assiste depuis trente ans, avec une accélération notable depuis la crise de 2008, à la mise en place



d'un véritable système institutionnel et politique qui exclut toute participation populaire effective aux choix collectifs, donc toute véritable démocratie.

Selon vous, le néolibéralisme n'est pas un ultralibéralisme qui voudrait faire dépérir l'État ?

C'est une profonde erreur d'analyse que de confondre néolibéralisme et ultralibéralisme. Elle entraîne des conséquences politiques très nocives, comme par exemple de

penser que tout interventionnisme gouvernemental est une bonne chose... Ce qui alimente un étatisme toujours très ancré dans la gauche dite de gauche ou radicale, laquelle a parfois du mal à se débarrasser de sa croyance dans les « vertus » de l'État. Certains auteurs en viennent même à faire de l'État un invariant anthropologique. Cette attitude procède d'une dérive intellectuelle et politique qu'il convient de combattre. En réalité, le néolibéralisme est un nouveau type de libéralisme qui ne

rechigne pas à utiliser les moyens étatiques pour imposer partout la logique de marché, c'est-à-dire la logique de la concurrence, au-delà même du marché des biens et des services. Mieux, c'est un interventionnisme gouvernemental d'un genre très spécial puisqu'il est tourné vers la transformation managériale de l'État lui-même afin de le mettre au diapason de la rationalité capitaliste. C'est cette transformation qu'il faut aujourd'hui regarder en face au lieu de se payer de mots sur le recours à l'État.

Vous expliquez que les stratégies politiques fondées sur le « retour de l'État » sont des impasses. C'est évident surtout quand elles se doublent d'une idéalisation du passé. Mais en même temps, cette aspiration existe parfois dans les luttes sociales ?

Nul doute qu'il y a une aspiration dans les luttes, et plus largement

dans l'opinion, à contrer les mécanismes aveugles du capitalisme par des lois et des politiques économiques différentes. En même temps chacun peut voir que les États ne sont pas du tout des remparts contre la pression de la finance, les instruments de lutte contre l'évasion fiscale, ou les lieux de résistance aux pouvoirs oligarchiques.

Au contraire, les États sont dans les mains des oligarchies, ou, plus exactement, sous la direction de ce que nous appelons le « bloc oligarchique ». Qu'une lutte oppose à l'intérieur de l'État les agents des services publics « en bas », et une haute administration oligarchique « en haut », est évident. Mais cela ne fait pas des États de simples instruments immédiatement disponibles pour faire une autre politique.

Il convient de saisir au contraire que l'État, par sa séparation même d'avec la société, est structurellement solidaire de la domination du capital sur le travail. C'est ce qu'il y a encore de précieux dans la pensée de Marx, ô combien trahie par la gauche étatiste et nationaliste depuis des décennies. Et c'est ce que le néolibéralisme, comme interventionnisme gouvernemental étendant la raison du capital bien au-delà de la seule sphère économique, démontre de façon de plus en plus radicale.

Vous ne semblez pas penser comme John Holloway que l'on peut « changer le monde sans prendre le pouvoir ». C'est un point d'accord essentiel mais, pour vous, comment prendre le pouvoir sans « ramener toute la vieille merde », pour reprendre l'expression de Marx ?

C'est toute la question de la révolution qui doit être reposée. Certes on ne pourra faire l'économie d'un affrontement avec le pouvoir d'État. Mais une révolution n'est pas une « prise du pouvoir » qui débouche dans un deuxième temps sur un changement institutionnel. Cela laisse entendre que ceux qui ont « pris le pouvoir » voudront bien le remettre entre les mains du peuple ou du prolétariat. On a vu ce que cela pouvait donner...

Une révolution sociale est une « ré-institution » de la société. C'est la construction de nouvelles institutions, et donc de nouveaux pouvoirs, plus que la « prise du pouvoir », qui importe. Dès que les individus se mettent à inventer des institutions ou à mettre en œuvre des façons nouvelles d'habiter les institutions anciennes, il y a amorce et même effet de révolution. En ce sens, la révolution est permanente. Nous appelons cela la praxis instituante. Cela met forcément en débat ce qu'on appelle un parti révolutionnaire. Est-il un petit État se préparant à prendre et à exercer le pouvoir d'État ? Est-il un lieu d'invention et de propagation de formes d'action et de vie différentes ? L'aspiration des mouvements récents comme Nuit debout est assez claire : il n'est plus possible de séparer le but et le moyen. La démocratie ne se prépare pas en dehors de la démocratie.

Propos recueillis par Henri Wilno
1 - La Découverte, 2016, 13,50 euros.

DANS OU CONTRE L'ÉTAT ?

Bien que Marx n'ait jamais laissé de théorie aboutie de l'État, il en a du moins posé une critique fondamentale, en soutenant que loin de constituer un arbitre placé au-dessus de la société pour réguler ses conflits comme le soutenaient les philosophes de son temps, il ne constituait que la forme par laquelle une classe exerce sa domination...

Cette critique a amené Marx à poser un premier principe stratégique : puisque l'État est le lieu d'exercice de la domination de la bourgeoisie, il constitue un champ de bataille que le prolétariat doit investir pour conquérir le pouvoir et se constituer à son tour en classe dominante. En conséquence, les marxistes se sont placés dans les institutions représentatives de l'État moderne, en se présentant aux élections et en y obtenant des élus, afin d'acquérir les positions nécessaires au lancement de l'assaut final sur l'appareil d'État. Contrairement à ceux qui, comme John Holloway, veulent « changer le monde sans prendre le pouvoir », les marxistes ont considéré que se situer en dehors de l'État revenait à se condamner à rester les spectateurs impuissants de la domination bourgeoise. Ce constat a aussi conduit Lénine et Trotski à condamner les « gauchistes » qui se refusaient à assumer le jeu électoral et parlementaire et à poser les bases de ce que Gramsci définissait comme une « guerre de position », sans laquelle la classe ouvrière ne peut espérer conquérir l'hégémonie.

Exercice et conquête du pouvoir
La critique de l'État a amené Marx à dégager un second principe stratégique : le pouvoir d'État est par trop marqué par sa nature de classe pour que le prolétariat puisse se l'approprier. L'histoire



du 20^e siècle l'a illustré jusqu'à la caricature, en montrant que ceux qui avaient cru prendre le pouvoir en acquérant un poste ministériel se sont systématiquement fait prendre par le pouvoir...

Comme d'ailleurs l'avait souligné le dirigeant socialiste Léon Blum, l'exercice du pouvoir est tout autre chose que sa conquête. En arrivant à Matignon en 1936, il s'en est tenu à l'exercice du pouvoir en respectant les institutions avec le résultat que l'on connaît. S'il n'ose rompre avec le cadre légal qui fonde l'ordre bourgeois, un gouvernement ouvrier ne peut que gérer les affaires des capitalistes.

La conquête du pouvoir implique quant à elle de rompre avec la légalité et de détruire l'appareil étatique, par trop taillé à la dimension de la société bourgeoise (hiérarchie, bureaucratie, etc.) pour servir un pouvoir authentiquement prolétarien.

Conquête et destruction de l'État : deux objectifs indissociables

Toute la difficulté stratégique du marxisme consiste donc à articuler conquête et destruction de l'État, ce qui suppose de ne pas les penser comme deux étapes successives d'un

processus d'émancipation. Les partis ouvriers qui ont cru arriver au pouvoir en accumulant patiemment les expériences municipales dans l'espoir de conquérir un jour les institutions centrales, ont en effet fini par devenir les valets d'un ordre bourgeois qu'ils avaient loyalement servi et qui les avait progressivement remodelés. Pour un révolutionnaire, conquête et destruction de l'État constituent un couple dialectique, deux objectifs indissociables qu'il faut mener de front.

La conquête de l'État implique de poser dans ce vieux monde les germes du monde à venir, ce qui ne peut se faire qu'en développant des expériences partielles, en établissant par exemple à l'échelle municipale des bus et cantines gratuites. Dans le même temps, la destruction de l'État implique de s'employer à délégitimer l'institution, en démontrant qu'il ne saurait être possible de construire un projet d'émancipation dans le cadre de l'ordre bourgeois, ce qui ne peut se faire sans sortir du cadre légal, en utilisant par exemple les moyens que pourrait donner un conseil régional conquis pour les retourner contre le pouvoir central.

C'est en ce sens que les anticapitalistes ne doivent pas s'interroger pour savoir s'ils se situent dans ou contre l'État, mais refuser cette fausse alternative en se plaçant tout à la fois dans et contre l'État.

Laurent Ripart

»

matiques dans
t mises en détention,

mineurs grévistes retranchés dans les puits, faisant ainsi 6 morts et de nombreux blessés... suivis par 3000 licenciements pour « fait de grève ». Ministre de la Justice puis de l'Intérieur du gouvernement Guy Mollet, François Mitterrand refusa pendant la guerre colonialiste en Algérie de gracier 45 nationalistes algériens qui furent alors guillotines. Il en fit de même pour Fernand Iveton, ouvrier militant de la CGT et du PCF, soutien du FLN dont il refusera la grâce et qui sera donc guillotiné le 11 février 1957...

De profondes illusions persistent sur une prétendue indépendance de la justice. Ce corps répressif censé arbitrer les « différends entre citoyens » applique pourtant une justice de classe qui envoie chaque jour en prison les habitantEs des quartiers populaires, les pauvres, les exclus, les sans-papiers, les rebelles à l'ordre établi. C'est pourtant elle qui fait souvent preuve d'une grande mansuétude envers les délinquants en col blanc... Qu'ils soient procureurs, substituts, juges ou avocats, ses acteurs sont souvent issus pour la plupart de la même classe sociale... et assurent la défense de ses privilèges. Réel instrument de domination sociale et de répression, il faut dénoncer les illusions sur la neutralité et la légitimité de l'État, et profiter de chaque moment où le mouvement social est à l'offensive pour en dénoncer le caractère de classe et chercher à l'affaiblir.

Alain Pojolat

MONNAIE DE PESSAC (33)

Chantage et grandes manœuvres!

À la Monnaie, usine de fabrication des pièces d'euro, nous sommes en plein « plan stratégique ». Alors que le PDG a lancé des travaux pharaoniques sur l'établissement de Paris (75 millions dépensés, pour 50 millions prévus, pour faire un centre d'« art contemporain » qui n'attire pas grand monde), voilà que la direction décide de faire de grosses économies sur l'usine de Pessac, à la production.

Ainsi, depuis des mois, le PDG fait pression pour obtenir un accord sur la flexibilité, prévoyant les 3x8, les horaires de nuit, les heures supplémentaires jusqu'à 48 heures par semaine... La remise en cause des 35 heures, c'est dans l'air du temps! Devant le refus de la CGT ouvriers de négocier un tel recul, malgré les menaces sur l'emploi, le PDG a redoublé la pression. Il est parvenu à obtenir la présence aux négociations et la signature de l'UGICT-CGT (regroupant les cadres et agents de maîtrise) et de FO, contre l'avis de leurs syndiqués et représentants sur l'usine de Pessac, en menaçant de dénoncer l'accord existant sur le temps de travail et les 35 heures. La CGT a refusé le chantage et nous avons fait opposition à ce recul.

Derrière le baratin, le chantage patronal

Du coup, nouveau coup de théâtre : l'UGICT-CGT et FO, bien coordonnés avec le PDG, viennent de demander une « consultation de l'ensemble du personnel » sur un accord global, incluant à la fois le temps de travail pour toute l'entreprise et la flexibilité sur l'usine de Pessac. En clair, cela revient à faire voter à 500 personnes – sur Paris et Pessac, en incluant les cadres, la maîtrise, le musée, la communication... – la dégradation des conditions de travail d'une cinquantaine d'ouvriers à la production sur l'usine pessacaise, en brandissant la menace de la perte de RTT, de jours de congés, etc. Voilà une belle illustration de la loi travail et de tout le baratin que l'on nous sert sur le « dialogue social » destiné à laisser « les partenaires sociaux » négocier ces fameux « accords d'entreprise »... Il n'y a aucun accord, si ce n'est le chantage patronal permanent auquel nous devons nous opposer.

Dans le climat actuel, toutes ces manœuvres révoltent bien des collègues qui font le lien entre la flexibilité que veut imposer le PDG et la loi travail. Beaucoup dénoncent cette avant-première de « référendum » demandé par les syndicats signataires et le PDG. Du coup, nous avons décidé en AG d'appeler à la grève lors de la prochaine venue du PDG sur Pessac, alors que celui-ci prévoit de convoquer le personnel. Ras-le-bol du chantage et des menaces!

Correspondant

SNCF

« Mobilisés, on peut gagner! »

Entretien. Ce lundi 7 juin, nous avons rencontré Jean, militant syndical à Sud Rail, conducteur depuis 2003 sur les lignes B et E du RER, au milieu des cheminotEs rassemblés devant la gare Montparnasse.

Où en est la mobilisation ?

Aujourd'hui, nous sommes venus faire pression sur les négociations qui se tiennent entre la direction et les organisations syndicales concernant le décret-socle, accord d'entreprise pour la SNCF. On aura le résultat vers 14 heures en espérant que l'UNSA et la CFDT ne vont pas signer cet accord. Personnellement je suis en grève depuis le 18 mai. Mais partout la mobilisation tient, il y a beaucoup de gens en lutte dans tous les établissements. Pour moi, la mobilisation est plus forte que lors des grèves de 2010 ou 2014. Sur Paris-Est, on en est au S1, service minimum, sachant qu'avec le S0, les trains ne circulent pas du tout... Il s'agit du respect d'un contrat entre la SNCF et le Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF) pour assurer un service minimum. Les trains sont conduits par les non-grévistes, le pôle FAC qui sont des conducteurs aptes à rouler sur toute la région Île-de-France et qui peuvent remplacer tous les conducteurs en maladie, congés ou grévistes.

L'accord d'entreprise donne la possibilité de déroger aux horaires : allongement du temps de travail, réduction des coupures, suppression du 19-6 (c'est-à-dire ne pas finir après 19 heures la veille d'un repos et ne pas commencer avant 6 heures du matin après un repos). Toutes choses que la direction voudrait supprimer sous prétexte de rentabilité, comme d'avoir la possibilité de nous faire prendre des services décentralisés, loin de notre domicile, avec des temps de déplacement hors temps de travail, aujourd'hui rémunérés à mi-temps.

Comment s'y prend la direction ?

La communication, notamment en direction de la CFDT et de



Jeu 2 juin à Paris, lors de la manifestation à l'appel du syndicat Sud Rail contre la loi travail et la casse du service public. PHOTO:THÉÂTRE ROUGE/JMB

l'UNSA, consiste à dire que tous les acquis sont conservés dans le décret-socle. Pour nous, cela n'est pas suffisant car celui-ci, si la loi travail passe, peut être renégocié dans trois ans. La direction manipule les gens contre leurs intérêts et cherche, sous prétexte de concurrence, à supprimer des avantages sociaux, à tout tirer vers le bas. Dans notre société hyper informée, elle utilise tous les moyens de communication pour faire passer son message : téléphone, mails, réseaux sociaux. Un message qui vise à convaincre les non-convaincus d'aller au boulot car rien ne changerait pour eux... Moi je suis convaincu qu'on peut gagner par la mobilisation, mais beaucoup de

collègues s'enferment dans leur petit univers, ne cherchent pas à savoir, à s'informer, préfèrent ignorer la réalité. Faire comme si cela ne les concernait pas, et aller bosser.

Quelle réponse des syndicats ?

Les organisations syndicales qui animent la mobilisation veulent maintenir le niveau social actuel tel qu'il est inscrit dans la convention collective et non pas dans un accord d'entreprise qui sera soumis aux appels d'offres, au positionnement sur le marché, à la productivité, à la rentabilité. C'est tout l'enjeu de la loi travail de permettre que notre accord d'entreprise nous soit moins favorable que la convention collective. Le danger étant évidemment que cela se fasse au détriment de nos salaires, de nos conditions de travail. Et ouvrir plus largement la possibilité de licenciements économiques, la multiplication de contrats précaires. Déjà aujourd'hui, tous ceux qui ne sont pas au statut subissent

des pressions, le risque d'être licenciés à tout moment. Et cela touche tous les métiers, jusqu'aux contrôleurs, conducteurs, etc. Ils sont embauchés à un âge plus avancé et ne bénéficient d'aucun déroulement de carrière. On ne les voit guère dans la mobilisation. Peut-être font-ils la grève « canapé » ?

Quelles suites envisages-tu à votre lutte ?

Je suis optimiste : mobilisés, on peut gagner ! J'y crois. J'espère que personne ne va signer cet accord et que l'on va garder une convention collective. Pour tirer vers le haut le statut de ceux qui n'ont pas le statut. Nous en avons besoin pour faire correctement notre travail, en respectant les horaires, notre sécurité et celle des usagerEs. Nous ne devons pas être constamment sous pression. Il faut que l'on puisse continuer à aimer notre boulot, à ne pas avoir comme seule idée, comme seule envie de le quitter.

Propos recueillis par Robert Pelletier

Ce camp, co-organisé par le NPA local et tous les collectifs révolutionnaires du secteur, a rassemblé plus de 200 personnes, ce qui est considérable compte tenu des conditions climatiques... Le dimanche matin, nous avons rejoint les 2000 manifestantEs venus dénoncer les folles menées de l'industrie nucléaire civile et militaire, guidée par la fuite en avant destructrice des profits capitalistes.

Après l'arrivée d'un cortège de tracteurs, des villageois et des agriculteurs ont pris la parole pour dénoncer l'annexion des terres agricoles et des forêts autour de Bure. Le NPA est intervenu pour souligner l'impasse institutionnelle et la compromission des pouvoirs publics avec les lobbies et le Medef, que ce soit au niveau de la loi El Khomri ou de Cigeo à Bure.

BURE (55) 200 000 pas, des tracteurs, des casseroles, et une belle réussite!

À proximité du site prévu pour l'enfouissement des déchets radioactifs les plus dangereux, 99% de la radioactivité enfouie, future troisième zone la plus nucléarisée du monde, se tenait du 3 au 4 juin le camp Bure Anti-K, qui a ensuite rejoint la grande manifestation « 200 000 pas à Bure » qui s'est déroulée dimanche 5 juin.



Le monument de la colère. DR

Un concert de casseroles a eu lieu pour dénoncer les tricheries abjectes de l'Andra et des autorités. Puis, à l'aide des pavés ramassés sur place, nous avons construit

tous ensemble un grand monument pour réaffirmer notre colère et notre résistance.

C'est qui les « casseurs » ?

Seul bémol, à la fin de cet événe-

ment bon enfant, les grilles de l'Andra ont été prises d'assaut et rudement secouées par une partie des manifestantEs, ce qui a suscité l'ire de certains bien-pensants.

Pris à partie et sommés honteusement de « choisir leur camp » par quelques co-organisateurs, les membres du NPA local ont naturellement tenu bon et soutenu les prétendus « casseurs »... qui n'ont au final rien cassé. Cette colère est légitime face à l'abomination capitaliste, matérialisée à Bure par le plus honteux des projets. Elle doit pouvoir s'exprimer en toute liberté et toutes les sensibilités de lutte doivent être respectées.

Claude Kaiser

RENNES (35)

Un comité Féminismes pour lutter contre la loi travail et les oppressions

Entretien. Dans le cadre de l'AG de la fac de Rennes 2, un comité Féminismes s'est monté pour lutter contre les oppressions dans le cadre du mouvement. Nous avons rencontré J. et A., militantes contre la loi El Khomri et membres du comité Féminismes de l'AG de Rennes 2.

Pour quelles raisons avez-vous décidé de former ce comité Féminismes ?

A. : Au début, une majorité de mecs intervenaient en AG et les filles se plaçaient

de comportements sexistes, d'où l'idée de création du comité qui a été débattue et actée en AG. À la première réunion, il y a eu deux mecs, on a donc décidé à ce

LA POSTE (92) Un mois de grève contre les suppressions d'emplois, contre la précarité et contre la loi travail

Les facteurs et factrices des bureaux d'Asnières, Colombes, Issy-les-Moulineaux et Vanves/Malakoff, sont en grève depuis le 10 mai, Fontenay depuis le 1^{er} juin.

Sur les 5 bureaux, les postierEs sont en lutte contre des réorganisations, couplées de délocalisations à Asnières et Fontenay. Il s'agit d'un classique à La Poste : tous les deux ans environ, des plans de ré-(dés)organisation sont mis en place pour augmenter la charge de travail et supprimer des tournées (et les postes qui vont avec).

La direction fait traîner...

Les grévistes demandent la CDIisation de leurs collègues précaires, notamment des intérimaires, de plus en plus nombreux parmi les facteurs. Les grévistes sont également mobilisés contre la loi travail et participent aux manifestations et aux initiatives de convergence des luttes, comme le 2 juin dernier lors du blocage de dépôt RATP d'Asnières en commun avec les cheminotEs de Saint-Lazare.

Lors des précédentes grèves reconductible à La Poste du 92, le précédent directeur départemental avait refusé toute négociation pendant des semaines et avait cherché à écraser les grévistes et SUD Poste 92. Cela n'a pas marché, et ce directeur a été écarté suite à la victoire de la grève de Neuilly-sur-Seine (82 jours de grève pendant l'hiver 2015-2016). Cette fois-ci, La Poste a ouvert des discussions plus rapidement... L'ambiance des mobilisations contre la loi travail a également pesé dans ce sens. La Poste essaie de faire traîner les négociations en longueur et de diviser les bureaux en grève, mais cela ne décourage pas les grévistes ! Au contraire : l'extension de la grève à un nouveau bureau (Fontenay) témoigne que le conflit peut encore s'étendre.

S'organiser, et tisser des liens avec d'autres secteurs

Afin de faire connaître leur bataille et d'étendre leur arc de force, les postiers ont rapidement cherché à se lier à d'autres secteurs en lutte. Ils ont cherché à fédérer les forces de tous les collectifs de lutte (étudiantEs, Nuit debout, secteurs en reconductible, comités d'action,

Pour soutenir les grévistes, envoyez vos chèques (à l'ordre de SUD Poste 92), à SUD Poste 92, 51 rue Jean-Bonal, 92250 La Garenne-Colombes, mention « Solidarité grévistes » au dos. Don en ligne : www.yoongo.com/fr-c-caisse-de- greve-des-postiers-du-92



« On bloque tout »...) dans l'objectif de mener des actions communes pour aider et renforcer les grèves reconductibles. Trois blocages de bureaux en grève ont ainsi pu être effectués par des extérieurs afin de soutenir les postiers en lutte.

Les grévistes ont aussi mis en place une caisse de grève afin de tenir jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Ils ont réalisé plusieurs collectes durant les manifestations et diverses échéances contre la loi travail. Prêts à continuer.

Correspondant

IVRY-SUR-SEINE (94) « Loi travail, Valls : ordures non recyclables ! »

Depuis lundi 30 mai, l'usine d'incinération des déchets urbains, propriété du Syctom et gérée par la TIRU à la limite de Paris, est bloquée par les militants de la CGT du Nettoyement et des Égouts de la Ville de Paris. C'est le plus grand centre européen de traitement des déchets, et donc la première usine de traitement des déchets d'Île-de-France.



Philippe en discussion avec une gréviste le 2 juin. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Cette usine traite les déchets de 15 communes de région parisienne et de 12 arrondissement de Paris représentant 1,2 million d'habitants. Cela en fait donc un site clé dans le processus de ramassage et de traitement des déchets à Paris. Cette mobilisation s'inscrit évidemment dans les actions

de blocage organisées par la CGT dans le cadre de la lutte contre la loi travail. En 2010 déjà, lors du mouvement sur les retraites, ce lieu avait été le symbole de la mobilisation des agents territoriaux de la Ville de Paris.

Des visites de soutien

L'occupation s'organise malgré le mauvais temps, et de nombreux soutiens sont venus rencontrer les grévistes sur place, que ce soit des délégations de militantEs des alentours mais aussi des dirigeants syndicaux comme Philippe Martinez ou Baptiste Talbot, secrétaire de la fédération CGT des services publics territoriaux.

Jeudi 2 juin, notre camarade Philippe Poutou est également venu rendre visite aux grévistes pour leur apporter le soutien du NPA dans la lutte contre la loi travail.

Une projection du film *Merçi Patron!* suivi d'un débat avec un militant de *Fakir* a aussi eu lieu, et d'autres événements sont en préparation pour tenter d'animer ce lieu qui redevient un lieu de vie grâce à cette occupation. À l'heure où ces lignes sont écrites, les camions-bennes sont toujours dans l'incapacité de livrer les marchandises de déchets ménagers. Et cela commence à se voir dans les rues de la capitale.

JP

TRAVAIL DOMINICAL

Macron n'amuse plus les Galeries

Après l'échec de la négociation d'un premier accord sur le travail dominical aux Galeries Lafayette, la CFTC et la CGC de l'entreprise ont finalement apposé leur paraphe en catimini sur un accord revu à la marge le 20 mai dernier. Mais c'était sans compter le droit d'opposition majoritaire de la CGT, de FO et du SCID...

La validité de cet accord reste cependant suspendue à la décision du tribunal d'instance, saisie par la direction de l'enseigne au sujet de la représentativité du SCID qui s'est désaffilié, en janvier 2016, de la CFDT en raison entre autres de son opposition à l'extension du travail du dimanche issue de la loi Macron. Cerise sur le gâteau, la justice a condamné le 19 mai dernier, après intervention de la CGT, les Galeries pour violation de la réglementation relative au travail de nuit, plus précisément pour avoir laissé des salariéEs travailler à plusieurs reprises après 21 heures le jeudi, jour de nocturne du magasin. C'est un coup dur pour le ministre, dont on espère qu'il n'aura pas taché son costume en lâchant son café, et qui aurait usé de son influence auprès des dirigeants de la CGC pour rendre possible cette signature. Ce blocage rend d'autant plus amère la signature en mai dernier d'un accord similaire, également par la CGC mais aussi par SUD, au BHV qui fait partie du même groupe.



Les Galeries ouvertes le dimanche: pas d'accord! DR

Loi Macron puissance 10...

Ce dernier accord reste d'ailleurs contesté, en particulier par SUD Commerce, car on peut dire de l'accord en question qu'il est conforme à la loi travail avant l'heure... En effet, il subordonne l'absence de fermeture de magasins pendant les trois ans à venir à la mise entre parenthèses du repos hebdomadaire commun qu'est le dimanche. L'accord est même pire que la loi travail en ce que le rejet exprimé par 52% du personnel du magasin de Rivoli en novembre 2015 a été méprisé. La ténacité du CLIC-P est aussi récompensée, intersyndicale qui compte appeler les salariéEs du commerce parisien à faire grève et à défiler dans le cadre de la manifestation nationale contre la loi travail à Paris le 14 juin. De la sorte, le CLIC-P compte bien profiter du climat ambiant pour remettre en avant ses revendications, la loi El Khomri étant le clone puissance 10 de la loi Macron.

LD

moment-là d'avoir un temps en mixité puis un temps en non-mixité. Après cette réunion, il n'y a plus eu que de la non-mixité.

Comment le comité s'est-il mis en place ?

A. : Lors de la première réunion, nous sommes revenues sur tous les moments difficiles que nous avons rencontrés, on a essayé de créer un cadre *safe* pour que l'on puisse toutes parler. Ensuite, on a fait un cortège féministe en manif avec une banderole « *riposte radicale contre la domination patronale et patriarcale* ». La création de la banderole a permis d'apprendre à se connaître et de se demander ce qu'on voulait faire ensemble.

J. : Plein d'idées ont émergé et plein de personnes ont souhaité s'investir. Nous avons ouvert des espaces mixtes à trois reprises, où nous avons réussi à mettre en avant les comportements sexistes de

manière à ce que certains se remettent en question, mieux que quand on les reprenait individuellement. On a aussi fait des ateliers de libération de la parole pour les femmes et on a rédigé un tract contre les comportements sexistes dans le cadre du mouvement.

A. : Grâce à ça, on s'est sentie soutenues par les camarades quand on prenait la parole en AG, quand on scandait des slogans...

Qu'a permis le comité ?

A. : La création du comité a permis aux femmes de prendre confiance en elles, il y a eu une prise de conscience à Rennes 2. On est ainsi arrivé pas loin d'une parité des prises de parole en AG. On a réussi à faire changer les choses à la fac, même si nous nous sommes rendues compte dans les dernières semaines de cours qu'il restait encore beaucoup à faire.

J. : Nous n'avons pas pu tenir toutes les choses que nous souhaitons faire, c'est ce qui nous donne envie de remettre ça à la rentrée !

Sur quoi le comité travaille-t-il actuellement ?

J. : Une affaire de harcèlement sexuel à Rennes 2 qui a touché des enseignantes et des étudiantes. Les professeurs accusés de harcèlement ont été relaxés par la section disciplinaire de Rennes 2 pour deux d'entre eux, et le troisième a été sanctionné légèrement. Nous souhaitons que le président fasse appel de la décision mais il a refusé par peur de la médiatisation. **A. :** Notre rôle consiste à soutenir toutes les femmes qui ont ce genre de soucis,



DR

nous voulons qu'elles ne se retrouvent pas l'année prochaine face à leurs agresseurs ou face aux hommes contre lesquels elles ont témoigné. Il est important de dire qu'on veille au grain ! Nous sommes aussi sur l'affaire Bagelstein, un restaurant qui utilise comme outil de communication

des blagues oppressives, sexistes, racistes et homophobes, qui prônent la culture du viol. On a organisé une réunion pour en parler, un communiqué appelant au boycott et un rassemblement.

J. : Il y a deux semaines, un groupe de personnes a voulu aller voir sur place, et le gérant a directement fait le lien entre eux et le communiqué. Il les a agressés verbalement puis physiquement, la BAC est arrivée, et 4 personnes ont été arrêtées puis jugées en comparution immédiate. Il y a eu 4 peines de prison ferme avec mandat de dépôt de 1 à 3 mois.

J. : On cherche à faire connaître l'affaire en s'organisant avec des gens d'autres villes et en appelant au boycott nationale. **A. :** Ces dernières semaines, le comité Féminismes a pris beaucoup d'ampleur et notre page facebook ne cesse de grossir ! **Propos recueillis par Sophie et Laurent**

Les comités en action!

Cergy (95) En lutte! On bouge dans les banlieues de la région parisienne et dans le 95! Avec ces derniers jours, beaucoup d'initiatives... Mardi 24 mai, projection-débat d'un film glaçant, *Diaz*, sur la terrible répression à Gênes en 2001, à l'initiative du collectif État d'urgence 95, pendant le sommet altermondialiste où notre camarade Carlo Giuliani s'est fait descendre par les bandes armées du capital. Vu ce qui se passe en France actuellement, on voit bien la continuité de leur «chienlit» internationale, avec comme toujours dans notre cinoche préféré, Utopia de Saint-Ouen-l'Aumône, un débat de haute tenue avec une représentante du Syndicat de la magistrature. Après une réunion publique de la CGT sur la loi travail, de très haute tenue, avec du monde et notamment des jeunes, la dernière Nuit debout à Cergy a produit une affiche, un tract contre la loi travail et mieux, s'est mobilisée avec la CGT pour un premier blocage. Ça continue cette semaine, avec deux blocages avec la CGT en perspective. Cela sans parler de la relance du collectif anti-fa, la préparation d'une nouvelle soirée débat du NPA 95 à Utopia de Saint-Ouen-l'Aumône... Bref, on lâche rien, on amplifie un max, on les tient! «Hasta la victoria siempre!»

8^e université d'été du NPA
du MARDI 23 AOÛT au VENDREDI 26 AOÛT



Dans le village vacances de Rives des Corbières à Port-Leucat, près de Perpignan
Accueil à partir du lundi 22 après-midi, départ le samedi 27 après le petit déjeuner

NPA
NATIONALISTE
ANTICAPITALISTE

Pour plus de précisions, rendez-vous sur le site du NPA : www.npa.org ou écrivez-nous : university@npsa.org

L'Anticapitaliste la revue
Le n°77 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

La semaine de Philippe Poutou

Mobilisations, fête, réunion de direction... De Bordeaux à Paris en passant par le Gers, le candidat du NPA était encore bien occupé cette semaine...

Mardi 31 mai, Philippe a participé au rassemblement organisé contre la venue de Hollande pour l'inauguration de la cité du vin à Bordeaux. Un bon rassemblement, intersyndical et interpro, qui a réuni 500 personnes. Puis la manif «sauvage» sur les quais a fini nassée par la police. Mais tout s'est bien terminé... Deux jours plus tard, Philippe était à Paris où il a rendu visite aux grévistes de l'usine de traitement de déchets d'Ivry-sur-Seine (voir article en page 9) et a participé à la manifestation «inter-lutte» organisée l'après-midi par les cheminots. De retour sur Bordeaux, vendredi 3 juin, Philippe a participé à la manifestation organisée en début de soirée par le collectif contre la loi travail. 200 personnes, dont une grosse majorité de jeunes, des moins jeunes, des syndicalistes, pas de drapeaux, et une foule toujours très bien mélangée. Un cortège dynamique, avec quelques slogans. Les CRS ont bien cherché à bloquer la manifestation, mais finalement, le passage a été rouvert et le cortège a continué, sans violence. Comme quoi, quand la police laisse faire, tout se passe bien...

Avec les anticapitalistes du Gers en fête

Samedi 4 juin, Philippe était dans le Gers à l'invitation du NPA 32. Pour commencer, une conférence de presse à Auch, en présence des deux journaux locaux et de l'AFP, sur la place qui abrite la préfecture,

symbole d'un pouvoir qui bafoue droits démocratiques et sociaux, et de la police nationale, symbole de la répression et de la violence policière. Philippe a évidemment été interviewé sur le mouvement en cours et sur l'élection présidentielle, et nous avons aussi souligné que malgré sa taille, Auch n'était pas épargnée par les violences policières, une membre de Nuit debout ayant été tabassée dans les locaux du commissariat alors qu'elle était menottée. La fête annuelle des anticapitalistes a ensuite eu lieu à Lectoure. Trois

tables rondes ont permis d'échanger : l'agriculture (comment produire et consommer autrement) ; l'état d'urgence et le racisme d'État (avec des exemples locaux) ; la situation sociale et politique qui, pour la première fois depuis des années, semble se transformer positivement, le devenir du mouvement, la construction d'un parti anticapitaliste, et bien sûr l'internationalisme. Malgré la relative faiblesse du mouvement dans le département, l'optimisme était de mise. La soirée s'est finie par une magnifique paëlla accompagnée



Philippe à la fête... DR

d'entrées et de desserts bio et palestiniens et arrosée de vin du sud-ouest bio.

Histoire certainement que Philippe reprenne quelques forces avant la réunion du Conseil politique national à laquelle il a participé le lendemain à Paris.

Correspondants

Présidentielle : à la recherche des signatures

Une journée dans l'Aisne pour aller chercher les fameux parrainages pour la candidature de Philippe Poutou. Avec en bonus une intervention au Congrès des maires!

L'Aisne est un département où le Front national a fortement progressé et pèse sur les élus, notablement renouvelés en 2014 lors des dernières élections municipales. Il est donc intéressant de voir ce qu'il en est... Cinq maires ont été vus en une journée, maires qui avaient déjà donné leur signature en 2012 pour la candidature Poutou. Pas si mal.

Des mairies de l'Aisne...

Sur les cinq maires vus, deux ont signé sans problème, renvoyant une bonne image de Philippe, candidat ouvrier hors de l'ensemble des politiciens professionnels. Un troisième s'est inquiété de signer deux fois pour nous et d'être ainsi trop marqué. Il revendiquait d'avoir signé pour des raisons démocratiques et d'en rester là. Le quatrième était très démoralisé, renvoyant tous les politiciens dans le même panier. La discussion avec lui a été positive, et

on lui a en quelque sorte remonté le moral. Il faudra y retourner. La dernière a clairement refusé, niant même avoir signé pour nous en 2012! On peut s'interroger sur ce revirement aussi radical. Ce qui est clair, c'est qu'en 2012 nous avons été obligés d'argumenter contre le «vote utile», la peur d'une victoire de Sarkozy. Ceci a disparu. Il n'y a plus de vote utile et la pression du FN n'est pas encore trop forte sur eux. Ils nous parlent tous de la disparition du PS qui était leur interlocuteur naturel à l'échelon cantonal ou départemental. La fédération du Nord est très endettée, et les cartes volent d'autant que le PS n'est plus dans les instances régionales. Mais rien n'est acquis : il faut rencontrer les maires, discuter avec eux, les convaincre. Et c'est très intéressant à faire.

... au congrès des maires

Aussi, mardi 31 mai, nous sommes allés les rencontrer

au congrès de l'Association des maires de France qui s'est tenu dans la salle des congrès de la Porte de Versailles. Cet événement attire beaucoup de monde, des candidats à la primaire du LR en passant par les partisans du vote nul, ainsi que certains «petits candidats» à la recherche des parrainages.

Nous étions une bonne dizaine de militantEs du NPA, sous une pluie battante et il fallait se trouver la bonne place. Nous l'avons trouvée... en rentrant dans le périmètre du congrès et nous étions assez nombreux pour constituer une haie d'honneur entre lesquelles plusieurs maires sont passés. L'accueil a été plutôt sympathique, même s'il y a eu quelques accrochages avec certains. La lettre de notre candidat a été distribuée à plusieurs milliers d'exemplaires. Mais pas d'illusion, ce n'est pas là que ça se décide...

JMB

Conseil politique national

Construire le mouvement, poser la question du pouvoir

Le CPN s'est réuni le week-end des 4 et 5 juin. Il a été principalement consacré à la mobilisation en cours contre la loi travail et à l'orientation du NPA dans celle-ci. Nous avons également fait un pas en avant dans la mise en place de la campagne présidentielle.

veulent les directions syndicales, la meilleure façon de massifier le mouvement, de faire en sorte que la fraction la plus militante du mouvement donne confiance et entraîne les secteurs moins mobilisés.

Aller jusqu'au bout, faire tomber le gouvernement

Il n'y a bien sûr aucun désaccord sur la nécessité d'aller jusqu'au bout, sur le refus absolu de la pression gouvernementale autour de l'Euro et des inondations : c'est bien ce gouvernement qui porte la responsabilité de ce conflit et il doit retirer son projet. Concrètement, nous avons discuté de comment construire la journée de grève du 14 juin et de comment continuer ensuite.

La deuxième question en débat portait sur la meilleure façon de poser la question du pouvoir dans le mouvement. Il est évident pour tout le monde que le gouvernement a lié son sort à celui de la loi par l'utilisation du 49-3 et par l'ampleur de la répression, que ce gouvernement n'a aucune légitimité. Une

majorité du Conseil politique national pense nécessaire de défendre la chute de ce gouvernement dans le cadre du mouvement actuel. Une façon de poser la question de la légitimité de ceux qui nous dirigent et d'argumenter sur la nécessité d'une rupture avec le capitalisme. D'autres camarades mettaient davantage en avant la nécessité d'une contre-offensive globale du monde du travail.

La campagne présidentielle a commencé

Cette question est aussi articulée avec le début de la campagne présidentielle. En effet, petit à petit, la campagne de Philippe Poutou commence. Nous avons insisté sur le fait qu'elle n'a rien de commun avec celle d'un Mélenchon «qui se met en réserve, attendant la fin de la "parenthèse sociale" pour se réaffirmer comme homme providentiel, nous expliquons autour de nous que l'issue politique ne viendra pas du "bon candidat avec son bon programme"». Au contraire, notre candidat est un

outil pour les luttes : il s'en fait le porte-parole, il intervient pour les encourager, les construire, mais aussi poser les questions politiques qui y sont liées. En effet, «la mobilisation pose des questions directement politiques, touchant à la démocratie et au pouvoir. L'attaque du gouvernement, la répression, la confrontation montrent que les intérêts immédiats de la bourgeoisie, sa volonté de casser les droits des salariés entrent directement en contradiction avec les intérêts immédiats, tant sur le plan social que démocratique, de la grande majorité de la population.»

Nous avons donc mis en place l'équipe qui organisera la campagne. Sa première tâche est d'accompagner collectivement notre candidat et d'accélérer la recherche des parrainages administratifs auprès des maires. Avec plus de 50 promesses, cette recherche commence correctement, mais l'objectif doit être de dépasser la centaine en septembre si l'on veut suivre les rythmes de 2012.

Antoine Larrache

Essai

Les fils de princes, une génération au pouvoir en Chine, Jean-Luc Domenach

Fayard, 2016, 20 euros

La « troisième génération » au pouvoir à Pékin... Le chercheur Jean-Luc Domenach analyse l'histoire des enfants des dirigeants révolutionnaires pour mieux comprendre la mutation actuelle de la Chine.

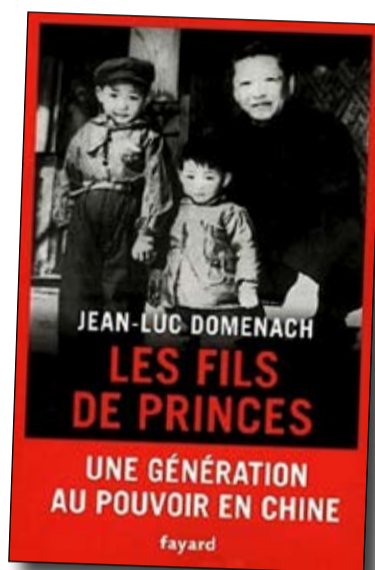
La troisième génération de cadres du PCC est maintenant au pouvoir. Dans *Les Fils de princes*, Jean-Luc Domenach étudie leur histoire « pour prendre la mesure de ce phénomène inédit qui voit les descendants des révolutionnaires les plus illustres diriger un pays communiste et gouverner sa mutation capitaliste au nom de leur filiation ». L'histoire de la révolution chinoise est ainsi revisitée à travers le prisme de la « petite histoire » des familles de hauts dirigeants, éclairant certains des mécanismes par lesquels la « grande histoire » s'est faite : la constitution de « la caste », sociale puis politique, les conflits qui l'opposent à Mao Zedong.

J.-L. Domenach se concentre dans son ouvrage sur le noyau central du PCC. Pour dresser un panorama d'ensemble, note-t-il, il faudrait aussi s'attacher à étudier tous les niveaux de pouvoirs, tant cette histoire est complexe. Les liens familiaux ont en effet été par deux fois

brisés en Chine et ont dû par deux fois être reconstitués. Durant la période d'errance révolutionnaire tout d'abord, quand les cadres du PC ne pouvaient, pour des raisons de sécurité, garder leur progéniture près d'eux, que les couples se formaient et se défaisaient. Le sort des enfants s'est ressenti durement des aléas de la vie militante. Certains furent envoyés en URSS. D'autres ont été confiés à des familles d'accueil, parfois élevés avec soin, parfois vendus. Après la victoire de 1949, l'appareil du PCC a mené une gigantesque recherche pour les retrouver. Avec plus ou moins de succès, ils seront intégrés à la « caste » en formation.

La « caste »

La seconde déchirure s'est produite à l'occasion de la Révolution culturelle initiée en 1966. Alors adolescents ou jeunes adultes, les enfants sont retournés contre leurs parents accusés de « révisionnisme » et d'embourgeoisement



– avant de se voir abandonnés par Mao et envoyés à la campagne s'éduquer auprès du peuple. C'est en reconstituant les cohérences familiales que cette génération sacrifiée va préparer son retour

en ville. Cette période chaotique opère comme nouvelle expérience historique fondatrice forgeant une identité collective, même si les parcours individuels peuvent être très divers : la mal nommée Révolution culturelle a été à la fois terriblement traumatique, manipulée, et a libéré l'initiative individuelle d'une jeunesse contrainte.

Mao Zedong n'avait qu'un fils à même de devenir son héritier politique : Mao Anying, tué en 1950 lors de la guerre de Corée. Tous les autres hauts dirigeants du régime (sauf Zhou Enlai) aident leur progéniture à s'intégrer à la « caste » au sein de laquelle ils se marient. Cette cohérence a fait la force de la bureaucratie centrale du PCC. Mais aujourd'hui, note J.-L. Domenach, les nouveaux riches rêvent des États-Unis et place leur argent dans des paradis fiscaux. Les conflits entre familles pour « l'argent sale » la fragilise.

Pierre Rousset

Bande dessinée

Rio. T1: Dieu pour tous, Louise Garcia et Corentin Rouge

Glénat, 2016, 14,95 euros

Le Brésil revient depuis plusieurs mois sur le devant de l'actu : celle qui nous intéresse (la puissante crise politique qui secoue le pays ou encore les récentes manifestations massives contre la « culture du viol »), comme celle qui nous intéresse peut-être un peu moins... (hier la Coupe du monde de football et demain les Jeux olympiques...).



D'après le dessinateur Corentin Rouge, « Rio est une ville très contrastée géographiquement et socialement », et pour la co-scénariste Louise Garcia, « plusieurs sujets difficiles comme la violence urbaine et l'oppression vécue au quotidien par une grande partie de la population brésilienne sont traités dans ce scénario »... Effectivement, cette BD dont il ne s'agit ici que du début nous plonge d'entrée en plein cœur d'une des plus grandes favelas de Rio, où nous rencontrons deux enfants, Rubeus et sa jeune sœur Nina, vivant, survivant, en terrain tout à fait hostile. La violence, avant tout sociale, est omniprésente, et le peu de chance d'y échapper écrase tout. Unique espoir : se faire adopter par une famille de la bourgeoisie brésilienne... Un véritable choc des mondes.

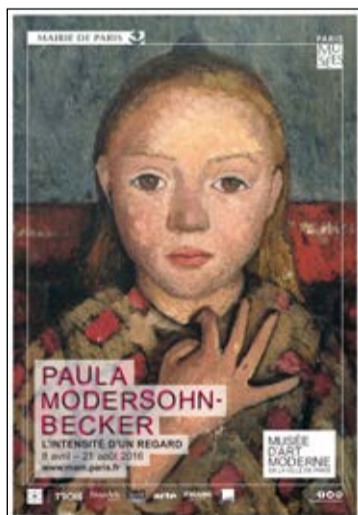
Dès la première case, rouge sang, le trait réaliste de Corentin Rouge accompagne pleinement le récit co-écrit par Louise Garcia, native de l'État de Rio de Janeiro. Tout comme le récit, le dessin va à l'essentiel, dans une mise en scène par moments quasi-cinématographique. En tout cas, on attend la suite de cette série, prévue en 4 tomes, avec une certaine impatience.

Manu Bichindaritz

Exposition

« Paula Modersohn-Becker. L'intensité d'un regard »

Jusqu'au 21 août 2016 au musée d'Art moderne de la Ville de Paris



portraits d'enfants, la manière dont elle les exprime, déroutante à l'époque, est authentique et essentielle : auteure du premier autoportrait féminin nu, elle montre sans concupiscence ni voyeurisme ni effets esthétisants la nudité des corps de la femme enceinte, de la mère allaitante et son enfant. Femme peintre, elle exprime sans complaisance sa féminité, son intimité, traçant

obstinément sa voie malgré le scepticisme machiste ambiant et la censure politique (sa peinture fut taxée d'Art dégénéré par les nazis). Amie proche depuis Worpswede du poète Rainer Maria Rilke et de son épouse, la sculptrice Clara Westhoff, celui-ci lui rend un ultime hommage dans un poème, *Requiem pour une amie*. Ce poème fut composé après sa mort prématurée à

l'âge de 31 ans des suites d'un accouchement difficile, alors qu'elle est de retour à Worpswede auprès de son mari, en femme libre, mère, artiste mature : « Quel dommage » seront ses derniers mots d'après Marie Darrieussecq qui publie sa première biographie en français, *Être ici est une splendeur, Vie de Paula M. Becker*¹.

Ugo Clerico
1 – P.O.L., 2016, 15 euros

annoncée dans l'article sur les femmes peintres (dans *L'Anticapitaliste* n°326), c'est une exposition découverte pour le public français : Paula Modersohn-Becker (1876-1907), une des figures majeures des avant-gardes en Allemagne. Formée à Berlin, Paula rejoint la communauté artistique de Worpswede, proche de l'école française de Barbizon, en épouse un membre, le peintre Otto Modersohn, puis s'en sépare, se libérant à la fois de son influence artistique et affective. Femme de caractère, seule et obstinée, elle fait plusieurs voyages à Paris pour se rapprocher des artistes qu'elle admire (Rodin, Cézanne, Gauguin) et poursuivre sa passion : « Oh, peindre, peindre, peindre ! » Ainsi se forge son style singulier, expressionniste avant l'heure (le groupe Die Brücke se formera peu après sa mort), aux dessins et couleurs sans fioriture, à la fois d'une grande puissance et d'une extrême sensibilité. Si les sujets abordés sont habituels : autoportraits, paysages,

Désintox

L'alibi culturel...

La France, championne de l'exception culturelle, développe des stratégies de racolage pour transformer des événements sportifs ou économiques, avatars du système capitaliste, en fêtes, et investit des budgets importants pour faire adhérer la population à ses grands projets au travers d'événements sponsorisés. Le nouvel opium du peuple... Le samedi 4 juin, les travaux du Grand Paris Express, le futur réseau de métro automatique de la région parisienne, ont été officiellement lancés par le Premier ministre, Manuel Valls, en présence de Valérie Pécresse, présidente du conseil

régional d'Île-de-France. La Société du Grand Paris a mis en place un fonds pour financer diverses animations et « événements culturels ». Au programme : parades, concerts, « repas de chantier » par le chef Thierry Marx et grand bal populaire. Cette journée d'animations intitulée « KM1 » sera bien entendu ouverte à tous... Le lendemain, en prélude à l'Euro de football qui se déroulera à Paris du 10 juin au 10 juillet, ouverture en fanfare de « Foot Foraine » à la Grande Halle de la Villette. « Grande galerie du foot », installation vidéo-ludique Soccer Party Club, manèges, grand banquet



champêtre, pour découvrir les pizzas concoctées par un chef, une nouvelle fois Thierry Marx... Le « bon peuple », qui va continuer à galérer dans les transports et qui ne peut pas se payer de billets pour aller voir les matchs disputés par des enfants gâtés surpayés, a donc droit à quelque miettes et aux pizzas d'un chef étoilé dont le nom ne doit pas nous faire oublier qu'il officie dans les palaces et sert d'alibi à des entreprises de manipulation.

Catherine Segala

Enfants

La souris qui sauva toute une montagne, Alain Serres, illustrations d'Aurélia Fronty, d'après Antonio Gramsci

Éditions Rue du Monde, 2016, 16,50 euros. À partir de 4 ans

Depuis sa prison, dans les années 1930, Antonio Gramsci écrivait à ses enfants, notamment ce conte traditionnel sarde dans lequel une souris met en œuvre toute une stratégie pour sauver la terre malade, la nature pillée par les hommes, l'eau qui manque, donc l'herbe, et donc le lait des chèvres qui n'ont plus rien à brouter.



Gramsci demandait à sa femme Julia de lui transmettre les réactions de ses fils. Les enfants, les premières victimes, recréent une chaîne de solidarité, la bataille sera gagnée, la nature renaît, et tout finit bien avec la souris qui veille ! Alain Serres redonne vie à ce conte qui met en évidence la destruction historique de la terre par l'avidité des hommes. C'est un message optimiste lancé aux plus petits, et on doit leur préserver cette part d'espoir et les encourager à veiller sur leur planète. Pour les plus grands, il sera peut-être plus difficile de cultiver cette espérance de renaissance... Un conte tellement réel !

Catherine Segala

« La loi travail n'est pas encore mise à la poubelle, mais le réveil de combativité qu'elle a engendré a été une bouffée d'oxygène »

Comment s'est engagée la mobilisation contre la loi travail dans vos entreprises ?

Bertrand : Depuis 2013, les salariéEs subissent un accord de compétitivité censé sauver le groupe PSA de la faillite. Il s'est traduit par le blocage des salaires pour 3 ans, la mise en place d'un compteur de modulation des heures supplémentaires ou des journées chômées, des samedis ou dimanches quasi gratuits, des rallongements d'horaires en cas de pannes, de nombreuses primes ou majorations rabotées ou supprimées et des RTT supprimées.

Alors qu'après la fermeture de l'usine d'Aulnay, la direction s'était engagée à ne pas fermer de sites pendant trois ans, elle a supprimé 18000 emplois, dont 1400 sur le site de Mulhouse. Après une succession de journées chômées, c'est, depuis des mois, la majorité des samedis, les jours fériés travaillés, les journées et les nuits rallongées. La mise en place d'une équipe samedi-dimanche avec des amplitudes horaires de 12 heures, composée à 90% d'intérimaires qui ne restent pas du fait des cadences, du nombre d'heures avec des salaires trop bas...

Sur les chaînes de montage, chaque mois, des postes sont supprimés, alors que le nombre de véhicules à l'heure est passé de 50 à 52. Les accidents de travail se multiplient, notamment chez les intérimaires qui tiennent les postes les plus pénibles. Les embauchés de plus en plus vieillissants peinent à tenir les rythmes et les charges de travail. La suppression des postes adaptés, pour ceux de plus en plus nombreux qui ont des lésions dues au travail, fait qu'ils ne se font pas prier pour prendre un plan de départ.

Florent : Pour les salariéEs qui ont un contrat Renault, c'est sur la flexibilité du temps de travail, de la casse potentielle des 35 heures à coup de chantage à l'emploi, que les craintes sont les plus fortes.

Pour les salariéEs des entreprises sous-traitantes, s'y ajoutent les craintes liées à la facilitation des licenciements économiques ou aux moindres indemnités en cas de licenciement abusif. Au début de la mobilisation, certains salariéEs sous-traitants se sont saisis des appels à la grève pour protester contre la hausse de leur charge de travail et le manque de moyens et de formation. Dès le début du mouvement, on a senti un changement d'atmosphère, surtout après les sales coups subis depuis des années, notamment l'accord de compétitivité Renault de 2013 (8000 départs sur le groupe et blocage des salaires). Les manifestations contre la loi travail ont permis de remobiliser au moins le noyau militant, de rassembler dans un cortège plus large que ce noyau militant lors de la manif du 31 mars. Nous avons perturbé la visite d'El Khomri venu présenter les chiffres du chômage dans un centre AFPA. Mais l'élargissement reste insuffisant malgré les nombreuses marques de sympathie à destination de ceux qui vont aux manif.

Avec l'entrée en grève des raffineurs, l'état d'esprit s'est réchauffé. Vendredi dernier à 6 heures, nous sommes allés mettre une grande banderole contre la loi travail sur un pont au-dessus de la N20.

Entretien. La mobilisation contre la loi travail peine à s'ancrer dans le secteur privé. **Florent** du centre technique Renault à Lardy (1200 « Renault » et 1000 « extérieurs ») et **Bertrand** de PSA à Mulhouse, tous deux militants de la CGT et du NPA, nous donnent quelques éléments d'explication.



Contre la loi des patrons: Renault Lardy dans la manifestation parisienne du 26 mai. PHOTO:ÉRIQUE ROUGE / MLO

Bertrand : C'est dans notre contexte déjà difficile que l'on a appris les mesures de ce qu'ils appellent la loi travail. Tout le monde a compris que nos vies allaient se dégrader. Les discussions, c'était: « si ça passe, on est mort! ». Dans chaque secteur, des discussions et des prises de parole ont été organisées pour expliquer la situation et tenter de mobiliser. Plusieurs centaines de travailleurs ont débrayé ou manifesté dans les cortèges syndicaux lors des premières manifestations des 9 et 31 mars. Dans les secteurs les plus mobilisés, comme à l'habillage portes du montage, les grévistes ont réussi à entraîner plusieurs intérimaires dans les manifestations et les débrayages.

Quels obstacles, quelles réticences, au développement de la lutte ?

Florent : La prise de conscience de la nocivité de cette loi est largement partagée. Mais entre ceux qui pensent qu'on ne fera pas plier le gouvernement et ceux qui pensent qu'une telle loi « ne pourra quand même pas passer », il y a fort à faire. D'autant que l'idée que dans un centre d'ingénierie, nous pourrions aussi mettre un sacré bazar dans les plans de la direction en nous mettant en grève, a du mal à

se répandre. Pourtant, les délais, toujours plus courts, qu'on nous impose, démontrent que le blocage d'activités névralgiques du site aurait des conséquences importantes pour la direction. Sans parler des problèmes de dépollution des moteurs qui augmentent fortement la charge de travail et sur lesquels la pression est forte.

Autre problème, le fait que les salariéEs sous-traitants subissent d'énormes pressions, menaces de mutation ou de mise de fait à la porte, pour les plus revendicatifs. Dans l'ensemble, ce qu'on a pu faire n'a pas été initié par le haut mais construit à la base: ainsi un cortège « automobile » dans certaines manif (avec Renault-Flins, PSA-Poissy et PSA-Saint-Ouen), cela au lieu de défilé département par département... Avec aussi des échanges directs de militants à militants (avec Renault-Cléon notamment). On reste en contact et on attend de se transmettre les infos... de grève!

Bertrand : Très vite, la stratégie syndicale a déçu de nombreux salariéEs et syndicalistes, ce qui a contribué à la désertification des cortèges et manifestations nationales. Ce qui ne veut pas dire que les salariéEs

adhèrent au discours ambiant visant à décrédibiliser le mouvement, bien au contraire.

Et la suite ?

Florent : La loi travail n'est pas encore mise à la poubelle, mais le réveil de combativité qu'elle a engendré a été une bouffée d'oxygène après des mois où les discussions avec les collègues tournaient autour des attentats ou du FN! La mobilisation est restée jusque-là limitée sur notre site. Mais le caractère général de la lutte est une bonne occasion de rompre les isolements et le corporatisme qui peut exister entre salariéEs Renault et salariéEs des dizaines d'entreprises sous-traitantes travaillant sur le site. L'élargissement des grèves pourrait convaincre que le retrait de la loi est possible, car nombre de salariéEs sont opposés à la loi et hésitent encore à rentrer dans l'action. Pourtant, le temps est compté car personne ne sait où en seront, d'ici la manifestation du 14 juin, les grèves des principaux secteurs en mouvement. Dans les raffineries en lutte depuis le week-end des 21-22 mai et surtout chez les cheminotEs où les centrales syndicales se sont tant ingénérées, depuis le 9 avril dernier, à étaler le mouvement...

Bertrand : Ce qu'il y a de sûr, c'est que tant que la lutte contre la loi travail continue, ça nous aide à maintenir la pression sur le nouvel accord de compétitivité et que notre lutte renforce et s'ajoute à celle contre la loi travail, à celles des cheminotEs, des raffineurs, éboueurs, pilotes, dockers et autres, pour aller vers une généralisation des grèves, une véritable grève générale, et faire reculer ensemble patronat et gouvernement. Nous n'avons jamais été aussi prêts de réussir. Nous sommes dans la dernière ligne droite, alors allons-y à fond!

Propos recueillis par Robert Pelletier

L'image de la semaine



Vu ailleurs



BLOQUER, HIER ET AUJOURD'HUI. Angleterre, été 1842. Devant le refus des capitalistes

d'augmenter les salaires alors que le coût de la vie s'envole, de réduire la durée du travail, et devant le refus du gouvernement de donner suite à une pétition de 15 000 signataires en faveur du suffrage universel – pétition qui dépassera ensuite les trois millions –, un immense mouvement social naît en mai de cette année-là: la première grève générale du monde. « Bloquer ... c'est inacceptable », s'indignent le Premier ministre, les patrons et la presse des privilégiés. [...] Sans la grève, le sabotage, le blocage et les luttes sociales depuis le 19^e siècle, nous en serions encore aujourd'hui au monde de Dickens et Zola, du travail des enfants et du suffrage censitaire. Quel était en effet le mode d'action des inventeurs de la grève générale en 1842 (et de bien d'autres depuis, en 1905, 1936, 1947 ou 1968)? Aller de mines en mines pour y casser les machines à vapeur ou en voler les rondelles fusibles (« plug ») de sécurité. D'où l'appellation de « Plug Riots », les « émeutes des rondelles », donnée à cette mobilisation phare du mouvement chartiste. Comme le note un journal de l'époque, les mineurs avaient compris « le pouvoir qui était entre leurs mains de stopper tous les moulins, les usines et les trains ». En bloquant l'extraction et le transport de charbon pendant plusieurs semaines, les travailleurs réussissent en effet à mettre à l'arrêt les usines qui ne sont pas en grève, avant d'être suivis peu après par une grande grève des ouvriers du textile. [...] Bloquer serait aujourd'hui illégitime? Alors que des millions de travailleurs pauvres sont en galère, sous le chantage du chômage de masse, et que le poids du patrimoine privé par rapport à la richesse nationale, après avoir diminué après 1945, est maintenant revenu en France au niveau du temps de Zola? [...] Qu'est-ce qui est bloqué? Manuel Valls et Emmanuel Macron nous le disent sans ambages: ce qu'ils veulent débloquent, c'est une France-entreprise, en guerre économique et sociale permanente pour satisfaire les intérêts gourmands de flexibilité et de paradis fiscaux.

« Sans la grève et les blocages, nous en serions encore au monde de Zola, de Dickens et du travail des enfants », Christophe Bonneuil (historien), *Bastamag*, vendredi 27 mai 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org